

INSTITUT KURDE de PARIS
BIBLIOTHEQUE

vivant univers

N° 322 / Bimestriel / Juillet-Août 1979

les Kurdes

BR.GEN.190.

Courrier des lecteurs

Adoption d'enfants asiatiques

Je viens de lire avec un vif intérêt — un intérêt souvent attristé — le dernier numéro de « Vivant Univers » consacré aux enfants du Tiers Monde. J'en ai admiré l'excellente présentation, ainsi que l'abondance des données qu'il fournit sur un problème crucial s'il en est.

Une seule réserve : la légende qui accompagne la photo de la page 40 (photo illustrant l'adoption d'enfants asiatiques par des couples européens) : « Engouement pour l'Asie, objectent certains, alors qu'il y a tant d'enfants à adopter chez nous ! » En réalité, il est devenu pratiquement impossible en Belgique — et, je suppose dans les pays voisins — d'obtenir pour adoption un enfant de chez nous. C'est au point que les organismes qui se chargeaient jusqu'à présent de placer des enfants belges ferment leurs portes les uns après les autres... Il n'est pas étonnant dès lors que les personnes désireuses d'adopter se rabattent, si j'ose dire, sur des petits Asiatiques ou Nord-Africains. (J. W., Bévercé.)

« Une piètre image du missionnaire »

Dans le « Courrier des lecteurs » de notre numéro 320, nous avons publié la réaction indignée d'un lecteur au sujet d'une photo (parue dans le numéro 318) représentant une célébration eucharistique « dépouillée » dans une communauté de base en milieu pauvre à Recife. Cette réaction en a suscité d'autres, notamment les deux suivantes.

Je ne suis pas une révolutionnaire (du moins je le crois !), mais je tâche de vivre avec mon temps et de m'adapter. Je m'y efforce d'autant plus que, quoi qu'on en dise, il existe beaucoup de bonnes réalisations, et je crois que notamment les communautés de base dans les pays en voie de développement pourraient parfois nous servir de modèles.

Aussi je ne trouve absolument pas dans la photo incriminée par G. F. (de Riddes, près d'Écône) une « piètre image du missionnaire ».

Je ne critique nullement ce que l'Eglise et le peuple chrétien ont introduit au cours des siècles pour exprimer la grandeur et la majesté de Dieu : cathédrales, cérémonies, vêtements somptueux, etc... Rien n'est trop beau pour notre Dieu; tout a fait d'accord.

Mais j'aime aussi retourner à la source : quand Jésus a célébré sa première eucharistie, il était vêtu comme ses compagnons, il n'y avait sûrement pas de missel sur la table, les cierges (ou une lampe de ce temps) brûlaient probablement parce que c'était le soir.

J'ai moi-même déjà participé plusieurs fois à des célébrations eucharistiques en petits groupes, dans ce style : les prières, tant du célébrant que des assistants, ne sortaient pas d'un missel, mais de la vie et du cœur de chacun dont on sentait l'engagement.

Ce qui m'a frappé dans la photo de la célébration eucharistique à Recife, c'est précisément l'attitude tant du prêtre que des assistants : attitude attentive, recueillie, détendue et sereine. Le dépouillement de la table centre davantage l'attention sur le principal : le pain et le vin. Un détail qui montre que ces participants ont tenu à témoigner leur respect pour la grandeur de ce qui va se passer : la nappe que probablement ils ont dû emprunter. (M. R., Saint-Servais.)

Je ne puis qu'admirer le courage d'un homme qui est parti annoncer la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ loin de chez lui, au milieu des pauvres, des taudis, des favelas. Il me paraît certain que si ce missionnaire célébrait la messe dans une église de quartier urbain, il y aurait un autel, des cierges, un missel et tout le reste, y compris, en face, les gros propriétaires et les gens « très bien », mais non les habitants des taudis, mal habillés ou même déguenillés... (P. H., Ath.)

Revue de la promotion
humaine et chrétienne
dans le monde

N° 322
Juillet-août

Bimestriel
1979

Les Kurdes

Souffrances d'un peuple écartelé .	2
Des pauvres qui pourraient être riches	24
Identité culturelle à sauvegarder .	30
Religions et croyances au cours des siècles	35
Sélection	42

Couverture :

— *recto* : vieillard du Kurdistan attaché à sa terre ancestrale... Les Kurdes occupent le cœur du Moyen-Orient depuis la plus haute antiquité. Pendant des siècles, ils bénéficièrent de l'indépendance tribale, cultivant leur particularisme et se préoccupant uniquement de leurs propres rivalités féodales. Avec les dominations perse et ottomane, commença leur écartèlement entre les États voisins. La fin du XIX^e siècle vit naître chez eux un mouvement national qui lutta avec acharnement pour la reconnaissance des droits des Kurdes. Aujourd'hui, ceux-ci ne cultivent plus leur rêve d'indépendance — même si elle demeure intimement désirée — car, disent-ils « nous ne croyons pas que le monde acceptera de modifier en notre faveur les frontières de cinq États ». (Photo Vivant Univers.)

— *verso* : enfant kurde d'une famille émigrée, dans un ghetto de Bagdad. Presque partout, les Kurdes se voient refuser le droit d'être eux-mêmes. Jusqu'ici, leur existence n'a été reconnue officiellement qu'en Irak où une « région autonome » leur a été concédée en 1970. (Photo Foto-Present.)

Photos Intérieures : Vivant Univers : 16, 36, 40. — AAA-Photo : 3 a, 9, 10, 11, 15 a, 26, 27. — Atlas : Boutin : 33; Chabrier : 4, 39 a; Darbois : 24, 25 a, 25 b; Hureau : 28; Leigheb : 12 b, 31 a; Lovat : 3 b. — Foto-Present : 5, 6, 7 b, 15 b, 15 c, 20, 21, 29, 31 b, 39 b. — Van Parys : 7 a, 12 a, 13, 19, 37.

Direction, abonnements :
dernière page.

LES KURDES INDOMPTABLES

ÉDITORIAL

Avec ses 15 ou 18 millions de membres partagés entre cinq États, le peuple kurde est supérieur en nombre à la population de n'importe quel pays arabe du Moyen-Orient.

Les Kurdes sont cependant mal connus, en dehors de quelques spécialistes des questions orientales. Certains se souviennent d'eux à cause de leur participation au massacre des Arméniens en 1915; d'autres les confondent avec les druzes (secte musulmane chiite répandue principalement au Liban et en Syrie); quelques-uns ont entendu parler de la figure légendaire du général Barzani et ont cru que le problème kurde avait été définitivement réglé avec la défaite de ce dernier en 1975.

Et voilà que la question kurde resurgit soudain à la faveur des événements d'Iran où le régime issu du mouvement de Khomeiny s'est bientôt trouvé en butte aux revendications autonomistes des minorités. Après avoir longtemps connu la persécution et la négation de leur identité, les Kurdes d'Iran s'imaginèrent qu'avec le nouveau régime, leurs droits allaient être enfin reconnus. Mais il ne semble pas qu'à cet égard le pouvoir central leur donnera entièrement satisfaction. En effet, le projet de nouvelle Constitution iranienne, rendu public le 18 juin dernier, n'accorde pas de statut d'autonomie aux minorités ethniques. Cette lacune a suscité la protestation des leaders kurdes... Et, au moment où nous mettons sous presse (mi-août), le problème kurde en Iran rebondit avec violence, suscitant par contrecoup des remous en Irak et même en Turquie.

Après avoir lu notre dossier, certains lecteurs resteront peut-être sur leur faim, en constatant que plusieurs questions qu'ils se posent n'ont été qu'effleurées. Quel sera l'avenir des Kurdes? Seront-ils condamnés à ne jamais accéder à l'indépendance? Parviendront-ils à s'unir pour arracher leurs droits? La communauté internationale se décidera-t-elle à se mobiliser en leur faveur?... Questions d'autant plus intéressantes que, pour certains observateurs, il pourrait bien s'agir du problème crucial des années 1980 au Moyen-Orient.

Peut-être l'histoire apportera-t-elle à ces éternels résistants ce à quoi ils aspirent le plus : un État indépendant... Mais il ne nous appartient pas de jouer les prophètes. Notre objectif est d'aider nos lecteurs à mieux comprendre les problèmes et les aspirations du peuple kurde : nous espérons que ce dossier les y aidera. ¹

Vivant Univers.

¹ Nous remercions vivement Madame Pervine Amil, kurde syrienne d'origine, qui nous a permis de disposer de son propre dossier *Te Koser* (B. P. 5, 1030 Bruxelles), ainsi que de sa documentation et de ses travaux personnels sur la question kurde.

SOUFFRANCES D'UN PEUPLE ÉCARTELÉ

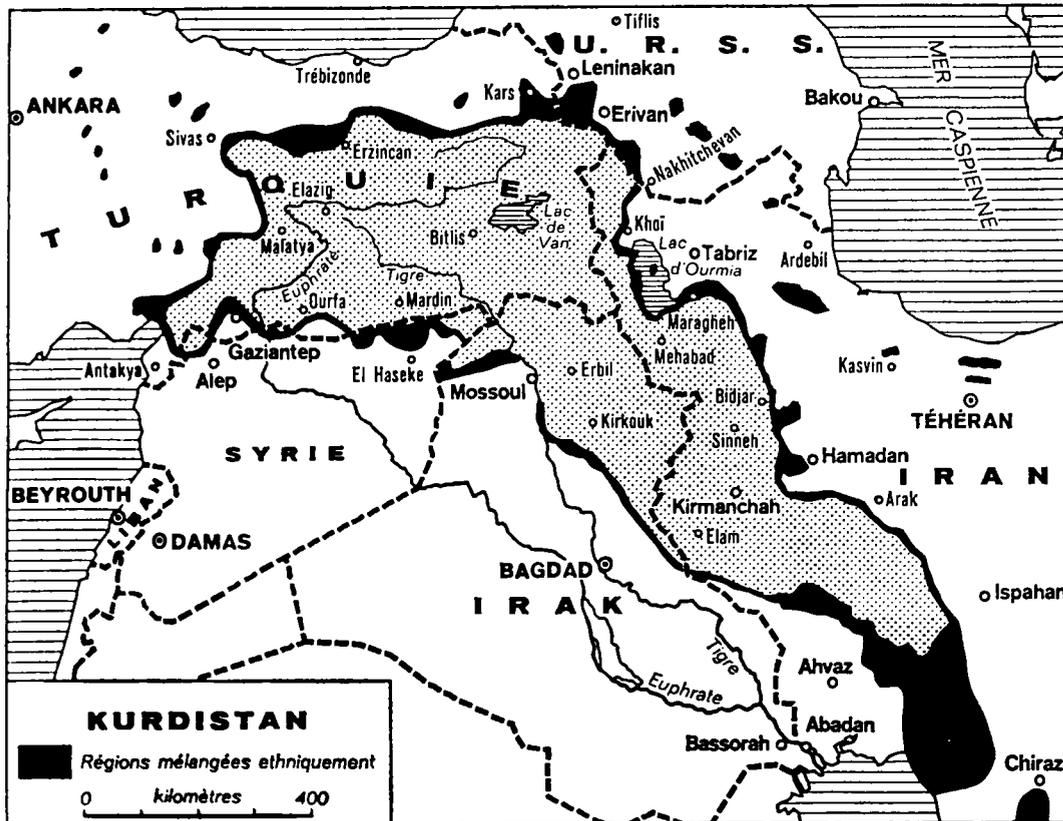
Bien que les Kurdes soient l'une des communautés les plus nombreuses du Moyen-Orient, à la charnière des mondes turc, arabe et iranien, ils ne forment que des minorités à l'intérieur des pays qui se partagent leur territoire... Comment sont-ils arrivés à cette situation? Quelles sont actuellement leurs conditions d'existence? On ne peut aborder ces questions qu'en se rappelant l'histoire de ce peuple, à travers les contextes politiques avec lesquels ils furent et restent confrontés.

Le peuple kurde constitue un groupe ethnique de 15 à 18 millions de personnes. Entre la mer Méditerranée et

le golfe Persique, il occupe une région montagneuse — le Kurdistan, grand comme la France à peu près (ses fron-

tières sont contestées) — qui s'étend essentiellement sur la Turquie, l'Iran et l'Irak, et, dans une moindre mesure, sur la Syrie et l'U. R. S. S.

Mais un certain nombre de Kurdes vivent en dehors du Kurdistan, disséminés en colonies plus ou moins importantes dans le Proche et Moyen-Orient: Istanbul (plus d'un demi-million), Bagdad, Damas, Ankara; Liban, Afghanistan, Pakistan, etc. D'autre part, lui aussi, le Kurdistan abrite d'importantes minorités: Arméniens, Arabes, Turcs, Azerbaïdjanais, Persans, etc.



Les Kurdes au Proche-Orient :

- 8,5 millions en Turquie (23 % de la population totale du pays), dont 6,2 au Kurdistan;
- 5,2 millions en Iran (16 %), dont 4,8 au Kurdistan;
- 3,1 millions en Irak (28 %), dont 2,5 au Kurdistan;
- 825 000 en Syrie au Kurdistan;
- 278 000 en Union (11 %), dont 740 000 soviétique;
- 100 000 au Liban.

Carte parue dans « Le Monde diplomatique » d'août 1971.

En fait, le nombre exact de Kurdes est difficile à établir car les statistiques officielles des pays concernés assimilent une partie de la population kurde aux ethnies dominantes, et certaines

statistiques ne font état que de ceux qui déclarent le kurde comme leur langue maternelle. Les milieux nationalistes, par contre, ont tendance à exagérer leur importance numérique.

centres pétroliers, on trouve souvent des Kurdes parmi les meilleurs techniciens.

Le Kurdistan

Le Kurdistan est constitué de hautes montagnes et de plaines; certains sommets, comme le mont Ararat en Turquie, culminent à 5000 mètres.

En altitude, le climat est de type continental, avec des écarts de température très accentués; les hivers y sont très rudes (neige de novembre à mai-juin). Les flancs des montagnes sont couverts de pâturages et d'arbres (bouleaux, noyers, cèdres, chênes). Mais les forêts ne sont pas denses, car les montagnards utilisent le bois comme seul combustible, risquant ainsi d'épuiser rapidement une richesse irremplaçable.

Les plaines se trouvent entre le Tigre et l'Euphrate, et aux abords des villes irakiennes d'Erbil et de Kirkouk. Dans ces plaines, les facilités d'irrigation ont joué un rôle important pour la sédentarisation des populations.

Les Kurdes

La société kurde est restée très largement rurale. Eparpillés à travers de grands espaces, les Kurdes se reconnaissent à leur langue et à leur mode de vie.

Leur langue fait partie des langues iraniennes et comprend trois dialectes; elle est plus proche du vieux perse que ne l'est le persan parlé actuellement en Iran.

Les montagnards sont essentiellement des éleveurs. Leurs troupeaux (chèvres et moutons) pourvoient à leurs besoins: la laine des brebis et le poil des chèvres servent à la fabrication des vêtements, tapis et couvertures; les produits laitiers constituent la base de l'alimentation. Mais, comme chez d'autres peuples à vie pastorale, le troupeau représente une source de prestige plus qu'une source de revenus.

Les paysans des plaines cultivent les céréales, le tabac, la vigne et les fruits.

Depuis une cinquantaine d'années, bon nombre de Kurdes se sont installés dans les villes où dominent les petits commerçants, marchands de mouton, de laine et de peaux, de noix de galle et de bois de chauffage. L'ur-

banisation connaît un essor rapide et se fait d'une manière anarchique qui rend insoluble les problèmes d'emploi, de logement, etc. Des bidonvilles entourent les principales cités kurdes. Quant à ceux qui vont chercher du travail hors de leur patrie, ils ne trouvent souvent que les pénibles tâches de terrassiers, de maçons ou de portefaix dans les grandes agglomérations.

Les Kurdes ont aussi une vieille tradition artisanale: orfèvrerie, travail sur cuivre, tissage de la soie, du feutre et de la laine. Les hommes sont particulièrement habiles dans l'art de ciseler des poignards ou des boucles de ceintures en argent... C'est cette habileté qui explique sans doute que, dans les

Evolution sociologique

Autrefois, les Kurdes se groupaient en tribus: plusieurs ont joué un rôle historique important et jouissent encore d'une certaine renommée.

Actuellement, la société reste affectée par les relations tribales, et elle le restera sans doute longtemps, mais les structures hiérarchiques classiques qui liaient les membres les uns aux autres se sont effondrées. Les prérogatives autrefois réservées aux chefs — justice, impôts, etc. — sont aujourd'hui dévolues aux nouveaux pouvoirs: administration, propriétaires fonciers, gros commerçants. Le tribalisme a disparu avec la centralisation et la consolidation de l'Etat. Cependant, si l'infrastructure économique a subi des changements profonds dans une période relativement courte, la mentalité et les traditions n'ont que peu changé.



← Les émigrés kurdes viennent grossir le prolétariat des villes.

Ci-dessous: village typique du Kurdistan irakien, avec ses toits en terrasses où l'on cause, mange, dort... et surveille éventuellement l'horizon.



Si l'on ne peut plus considérer la société kurde comme « tribale », on ne doit pas non plus continuer à la voir comme une société « nomade ». Les « tribus nomades » qui persistent à servir à l'identification des Kurdes dans des stéréotypes à la vie dure répandus en Occident, n'existent presque plus. Tout au plus peut-on estimer à 0,5 % de la population les éléments semi-nomades qui montent à l'alpage à la belle saison, en ajoutant que tous hivernent dans des villages en dur.

Finalement, le Kurdistan vit simultanément sur plusieurs siècles : l'âne antique du petit paysan y côtoie le dernier modèle de la Mercedes d'un riche propriétaire.



Nid d'aigle, ce palais du prince Ishak Pasa (XVII^e s.), au Kurdistan turc.

Le mouvement national kurde

La situation politique actuelle du peuple kurde ne peut être comprise qu'à la lumière des événements des cent dernières années. Mais rappelons d'abord brièvement son passé plus lointain.

De l'antiquité au XVIII^e siècle

Le territoire où les Kurdes vivent aujourd'hui est habité depuis la plus haute antiquité; mais les historiens, archéologues et linguistes n'ont pas encore élucidé l'époque exacte de l'apparition des Kurdes eux-mêmes dans l'histoire. Descendent-ils des Cardouques dont parle Xénophon (430-355 av. J.-C.) dans son livre *L'Anabase*, ou des Cyrtiens qui apparaissent pour la première fois vers 220 av. J.-C., ou des Mèdes, comme l'affirment volontiers leurs « cousins » persans actuels? S'agit-il d'un peuple autochtone, coloré par les vagues d'invasions aryennes qui ont balayé ce carrefour entre l'Asie et l'Europe? Le débat reste ouvert.

Au Moyen Âge, le Kurdistan se composait d'un assez grand nombre de principautés ou petits Etats indépendants à structure féodale gouvernés par des dynasties héréditaires. Tous possédaient des armées régulières et, dans les cours princières, les arts et les lettres — d'expression kurde, persane ou arabe — brillaient d'un éclat particulier.

L'histoire de ces principautés est mieux connue à partir de leur islamisation par les troupes du calife Omar (IX^e siècle). Islamisation qui ne se fit pas sans peine : les chroniques arabes relatent en détail les révoltes qui se succédèrent pendant trois siècles. Bien qu'ils aient donné à l'islam de grandes personnalités — tel l'illustre Saladin (1138-1193), le vainqueur des croisés — les Kurdes n'en faisaient pas moins figure de musulmans fort tièdes : bien des voyageurs ont exprimé leur étonnement de ne pas voir le Kurdistan couvert de minarets comme ailleurs au Proche-Orient. Quoi qu'il en soit, l'islam fut pour les Kurdes — comme pour d'autres peuples d'Asie — une grande force civilisatrice qui détermina leur évolution sociale et politique.

Du XIII^e au XV^e siècle, le Kurdistan fut occupé successivement par les Mongols qui obligèrent les Kurdes à se replier dans leurs montagnes, puis par les Turcomans (Turkmènes) dont certains confirmèrent les autochtones dans leurs droits, tandis que d'autres s'employaient systématiquement à les anéantir.

Le XVI^e siècle vit la partition du Kurdistan entre les empires perses et ottoman, après la bataille de 1514 qui opposa le sultan Sélim I^{er} (à qui se rallièrent la plupart des Kurdes) au chah Ismaïl. Par la suite, les deux empires s'organisèrent en Etats centralisés, vassalisant les princes kurdes. Ce siècle vit aussi l'âge d'or de la féo-

dalité kurde : c'est de cette époque (1596) que date le *Charef Nameh*, premier livre d'histoire kurde (écrit par un Kurde en persan).

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, le Kurdistan devint le champ clos des rivalités continues entre Ottomans et Perses qui s'y battirent, puis décidèrent, en 1639, le partage définitif du pays en deux grandes zones d'influence. A partir de cette date, les princes kurdes vassaux de la Perse perdirent peu à peu leur indépendance. Par contre, du côté ottoman, un pacte conclu avec la Sublime Porte reconnaissait à seize principautés kurdes d'importance inégale une réelle indépendance; elles étaient cependant tenues à ne pas se soulever contre Constantinople, à ne pas conclure d'alliances entre elles et à ne pas modifier leurs frontières.

Lorsque les Ottomans essayèrent leurs premiers échecs sérieux (perte de la Hongrie en 1699, etc.), ils craignirent que leurs sujets kurdes n'en profitent pour s'organiser en un Etat indépendant et rival. Ils durcirent alors leur emprise sur le Kurdistan, ce qui mécontenta ses habitants et raviva leur sentiment national (qui sera particulièrement actif au début du XX^e siècle).

Agitation au XIX^e siècle

En mauvaise posture sur le continent européen, la Sublime Porte en quête





Le Kurdistan : un pays tout en montagnes au profil déchiqueté.

de troupes fraîches se tourna vers ses féodaux kurdes. Le refus de ces derniers et leur volonté de défendre leurs privilèges séculaires seront la cause principale d'une cinquantaine d'insurrections qui se produiront entre 1804 et 1882.

Après cette longue série de révoltes, le sultan Abdulhamid II — dit « Sultan Rouge » — qui régna de 1876 à 1909 chercha à se réconcilier les Kurdes en vue d'utiliser leurs qualités guerrières pour réprimer les mouvements des peuples arménien, arabe, albanais (et aussi kurde) qui s'opposaient à son hégémonie. Dans ce but, il multiplia les initiatives : octroi de faveurs et de postes élevés aux chefs kurdes; création de régiments de cavalerie (ils firent leurs premières armes en 1894-1896 dans la répression du mouvement arménien qui se solda par le massacre de plusieurs milliers de personnes); création de deux écoles, à Istanbul et à Bagdad, destinées à inculquer aux enfants des chefs kurdes — et arabes — les principes de fidélité à la personne du sultan-calife.

Montée du nationalisme

C'est autour du premier journal kurde — le « Kurdistan » — que s'instaura le contact entre les patriotes et que se cristallisèrent les aspirations à l'émancipation. Fondé au Caire en 1898, ce journal émigra ensuite à Genève et en Grande-Bretagne, puis vint à Constantinople et de nouveau au Caire durant la guerre 1914-1918. Les Kurdes, comme d'ailleurs les autres peuples musulmans, ne demandaient pas alors à quitter l'empire ottoman, mais à obtenir la reconnaissance de leurs droits nationaux au sein de celui-ci.

En 1912, les « Jeunes Turcs » — mouvement nationaliste, antimonarchique et antioccidental qui parvint à gouverner après un coup de force en 1908 — autorisèrent le parti « L'Espoir kurde » (*Hêviya Kurd*) fondé dans la clandestinité deux ans plus tôt. Quand éclata la première guerre mondiale, la Turquie — en vue de s'attacher les Kurdes qui représentaient une importante force militaire — réussit, au

début, à leur faire croire que leur devoir de patriotes était de lutter contre les Alliés. Mais, en même temps, le sultan-calife Mehmet V décidait d'« assimiler » les populations kurdes par des transferts massifs dans des régions purement turques : une loi portant sa signature autorisa « pour les besoins de la guerre sainte » la déportation massive de Kurdes vers l'Anatolie centrale où ils devaient être répartis entre les villages, dans une proportion ne dépassant pas 5 %. En exécution de ce programme, 700 000 personnes furent déportées. Des chefs kurdes influents cessèrent alors de collaborer avec les Turcs et firent appel aux Anglais qui leur promirent une rapide autonomie.

Tout au long de la Guerre, les puissances de l'Entente discutèrent entre elles pour se partager les dépouilles de l'empire ottoman. En toute logique, les Kurdes qui avaient contribué à la victoire des Anglais espéraient que les vainqueurs, en reconnaissance, feraient droit à leurs aspirations autonomistes. Il en fut effectivement ainsi lors de la Conférence de la Paix où les Kurdes

firent plaider leur cause par un des leurs, le général Chérif Pacha.

Sèvres et Lausanne : traités de dupes

Le 10 août 1920, la Conférence reconnaissait en termes explicites le droit des Kurdes à l'indépendance : « Une commission siégeant à Constantinople et composée de trois membres respectivement nommés par les gouvernements britannique, français et italien, préparera dans les six mois à partir de la mise en vigueur du présent traité, l'autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde. » (Traité de Sèvres, article 62.) « Si la population kurde s'adresse au Conseil de la Société des Nations en démontrant qu'une majorité de la population dans ces régions désire être indépendante de la Turquie, et si le Conseil estime alors que cette population est capable de cette indépendance, et s'il recommande de la lui donner, la Turquie s'engage dès à présent à renoncer à tous droits et titres sur ces régions. » (Art. 64.)

Ces dispositions comblaient les vœux des Kurdes, encore qu'elles laissaient de côté ceux d'Iran. Le traité de Sèvres marqua un tournant décisif : pour la première fois dans l'histoire du peuple kurde, un instrument diplomatique envisageait leur autonomie, et dorénavant ils ne cesseront de se référer à ce document capital à leurs yeux.

Mais le traité ne fut jamais ratifié, ni appliqué. En effet, le sultan Mehmet V et son gouvernement (dont avaient été exclus les Jeunes Turcs) ne l'avaient accepté que pour sauver la dynastie et les classes dirigeantes. En outre, les nationalistes (du mouvement « Jeune Turc », puis les kémalistes) s'y opposèrent et organisèrent une armée « nationale » dont les victoires successives de 1920 à 1922 — notamment contre les Grecs qu'ils chassèrent d'Anatolie — amenèrent les Alliés à revoir leur position.

On décida donc de renégocier le traité de Sèvres. Dans ce but, une conférence — sans les Kurdes — se réunit à Lausanne. La question kurde y fut réduite à deux points : droits nationaux en Turquie; sort du vilayet (province) de Mossoul en Irak. Les délégués de la Turquie républicaine — qui venaient de renverser le sultan d'Istanbul — obtinrent l'annulation du traité de Sèvres : une bonne partie du Kurdistan restait donc turque.

Le nouveau traité, signé à Lausanne



Au cours des siècles, les Kurdes n'ont cessé de lutter pour leur liberté. Leur courage est légendaire, né d'une vie rude, impitoyable, sans cesse exposée aux rigueurs de la nature et à l'hostilité des hommes.

le 23 juillet 1923 et qui consacrait la Turquie républicaine comme nouvelle puissance, ne mentionne à aucun endroit le Kurdistan ni ne reconnaît les droits nationaux de ses habitants. Certes, il contraint les Turcs à garantir aux minorités ethniques leurs droits linguistiques et religieux; mais les Kurdes ne bénéficieront pas de ces garanties, car — disaient les délégués d'Ankara — « ils ne diffèrent en rien des Turcs... Tout en parlant des langues différentes, ces deux peuples forment un seul bloc au point de vue de la race, de la foi, des mœurs... Le gouvernement de la G. A. N. (Grande Assemblée nationale, celui d'Ankara) est celui des Turcs et des Kurdes... Les deux peuples sont également associés dans le gouvernement de la Turquie. »

Le traité de Lausanne constitua pour les Kurdes l'acte de partage de leur territoire national. Celui-ci, divisé auparavant entre deux empires, se vit alors écartelé entre quatre entités politiques : Turquie, Irak, Iran, Syrie. Dès lors, le problème des Kurdes ne sera plus seulement celui de leurs droits nationaux, mais aussi celui de leur réunification. Cependant, ils ne se soulevèrent jamais tous ensemble, mais à l'échelle d'un seul Etat. Par contre, on verra certains Etats s'unir pour conjurer leur action contre les Kurdes.

Mossoul : dernier espoir

En fait, les Alliés disposaient encore d'une possibilité de tenir, au moins en partie, leurs engagements de Sèvres en donnant l'indépendance au vilayet de Mossoul qui aurait pu devenir l'embryon d'un Kurdistan libre.

Cette province, d'abord destinée à la France en 1916, avait été occupée

par les Anglais au moment de l'armistice de Moudros conclu entre les Alliés et la Turquie des sultans en 1918. Le différend franco-anglais avait été réglé à l'amiable, Lloyd George (premier ministre britannique) ayant offert à Clémenceau la Cilicie en échange de Mossoul. Mais, apprenant l'existence de pétrole à Mossoul, la France avait exigé de nouvelles tractations (pacte de San Remo, 14 avril 1920) qui lui valurent une participation de 25 % aux bénéfices pétroliers. De leur côté, les Etats-Unis réclamaient également une part du pactole.

A la conférence de Lausanne, Anglais, Français et Américains s'entendirent pour confirmer le sort de Mossoul et leur participation respective aux futurs bénéfices pétroliers. Il ne resta plus au gouvernement turc — déçu de n'avoir pu jouer sur la rivalité entre les trois pays — qu'à s'incliner devant l'entente des « grands ».

Cependant, le traité de Lausanne réserva la question de Mossoul et chargea la S. D. N. (Société des Nations) de consulter la population concernée : celle-ci, prétendaient les Anglais, était kurde à 60 %, tandis que le gouvernement d'Ankara la prétendait turque à 85 %. Le Conseil de la S. D. N., le 16 décembre 1925, rattachera définitivement Mossoul à l'Irak (sous mandat britannique) sans tenir compte des aspirations des habitants à former un Etat indépendant.

Après ces péripéties, la situation des Kurdes connut une évolution différente selon les Etats qui se partageaient leur territoire. Le « centre de gravité » du mouvement national se déplacera au cours des ans : Kurdistan turc (1925-1938); irakien (1943-1945); iranien (1946); de nouveau irakien (1961-1975).

En Turquie, il n'y a que des Turcs !

Oppression kémaliste

Ayant échoué dans leur tentative pour « séduire » les grandes puissances (et en particulier la Grande-Bretagne), les leaders kurdes n'auront pas plus de succès avec les kémalistes de Mustafa Kémal. C'est à un nationalisme débridé, délirant, agressif, que le peuple kurde — élément ethnique non turc le plus important en Turquie — dut alors faire face.

Le général Mustafa Kémal avait été envoyé en mai 1919 par le sultan

d'occupation; il prêche « l'unité sans faille des éléments musulmans » (sous-entendu : kurdes et turcs) pour chasser l'envahisseur. Il réunit à Erzurum un congrès qui est sa première victoire politique importante. Puis, avec des troupes kurdes encadrées d'officiers turcs, il remporte contre les Arméniens sa première victoire militaire dans la guerre d'indépendance de la Turquie. Il mobilise ensuite les Kurdes sur d'autres fronts, en leur laissant miroiter l'éventualité d'une fédération turco-kurde une fois l'armée grecque jetée hors des frontières et la paix conclue. Il promet de bâtir un Etat où « le Turc et le Kurde vivraient comme des frères sur un pied d'égalité ». Lors d'une entrevue avec le Premier Ministre d'Istanbul (2 octobre 1919), il convient de « reconnaître les droits nationaux et sociaux des Kurdes ».

Courtisant ainsi les Kurdes tant qu'il a besoin d'eux contre les Anglais ou les Grecs, Mustafa Kémal oublie ses engagements dès qu'il se sent plus fort. Après sa victoire contre les occupants grecs (9 septembre 1923), il déclare à la tribune de l'Assemblée : « L'Etat qui vient d'être fondé est un Etat turc... » Au moment où les Kurdes de Turquie sont enfin prêts à se battre pour leur indépendance, le démembrement de l'empire ottoman est achevé et ils n'intéressent plus personne. Ils se retrouvent isolés aux confins de l'Anatolie et de la Perse, où ils livrent de farouches combats qui ne cesseront qu'en 1939.

Le 3 mars 1924 le jour même où le gouvernement d'Ankara abolissait le califat, institution à laquelle les Kurdes étaient restés attachés (ce qui les avait amenés, au nom de l'idéologie de la « guerre sainte » à participer aux massacres arméniens en 1915), un décret interdit l'usage, même parlé, de la langue kurde. La rupture entre les kémalistes et les Kurdes est consommée. Dans les centres urbains kurdes, des agents spéciaux sont chargés de veiller à l'observance de cette mesure linguistique. C'est principalement les paysans se rendant au marché et ne connaissant pas le turc qui font les frais de la répression : pour chaque mot kurde prononcé, ils doivent, si le délit est constaté par un agent, s'acquitter de 5

La région du grand Ararat (5150 mètres), près du lac de Van, fut le théâtre de soulèvements contre les Turcs en 1927-1930. ➡



piastres (à l'époque, un mouton en valait 50). En outre, le gouvernement s'aliène les paysans en attribuant à d'anciens soldats turcs des terres ayant appartenu à des Arméniens exilés ou même à des Kurdes qui s'étaient enfuis... Aujourd'hui, en dépit de tous les moyens de « turquisation » mis en œuvre, 75 % des Kurdes ne connaissent toujours pas la langue turque.

La tourmente : 1925-1938

Tandis qu'il s'en prend aux Kurdes (exécution sommaires, impôts écrasants, travail forcé) en les accusant de vouloir créer un État indépendant, le régime kémaliste s'emploie à présenter à l'extérieur le soulèvement de 1925 comme une révolte religieuse visant à rétablir le califat et la dynastie ottomane. Ce soulèvement lui sert de prétexte initial à une longue et rigoureuse oppression.

Pendant l'hiver 1925-1928, un programme de déportation portant sur

près d'un million de personnes est mis à exécution (parmi les déportés, certains ont aujourd'hui regagné leurs foyers, d'autres se sont assimilés, la majorité est restée sur place, préservant sa langue et ses coutumes). Toute l'intelligentsia kurde est décimée (cent intellectuels sont cousus dans des sacs et noyés dans le lac de Van en 1930).

Le 5 mai 1932, le gouvernement turc promulgue une loi devant lui permettre de procéder à d'autres transferts massifs de population et de faire perdre aux provinces de l'Est leur caractère kurde en les peuplant de Turcs. Les parties les moins accessibles du Kurdistan sont considérées comme « zones à évacuer pour des raisons sanitaires, matérielles, culturelles, politiques, stratégiques et d'ordre public ». En application de cette loi, dès l'hiver 1932, plusieurs centaines de milliers de personnes sont arrachées à leurs terres, à leur village natal, pour être déportées sous escorte militaire vers les steppes de l'Anatolie; seule, l'insuffisance de moyens matériels empêche le gouver-

nement d'Ankara de déporter toute la population kurde.

Le dernier soulèvement kurde de grande envergure se produisit à Dersin, de 1936 à 1938 (40 000 victimes). Après la reprise en main de cette ville, les Turcs la rebaptisent « Tunceli » pour faire oublier un sombre passé, et le pays au-delà de l'Euphrate est déclaré zone interdite aux étrangers jusqu'en 1965. Le « Kurdistan » est rayé de la carte; on l'appellera « Anatolie orientale »; quant aux Kurdes, ils ne seront plus désignés que par la fameuse expression : « les Turcs montagnards ».

Enfin, devant la difficulté de venir à bout de cette population turbulente, le gouvernement d'Ankara signe avec l'Irak et l'Iran le 8 juillet 1937 un « pacte de bon voisinage », en vue de « se garantir mutuellement leurs frontières communes » et d'empêcher toute action subversive pouvant nuire à l'un des signataires. Ainsi se liguent contre les Kurdes les trois puissances qu'ils avaient plusieurs fois cherché à dresser l'une contre l'autre.

Réveil des années 1950

Aux élections législatives de 1950 (les premières qui furent libres et universelles dans l'histoire de la Turquie), un raz de marée amène au pouvoir le parti démocratique.

Une période d'espoir s'ouvre alors pour les Kurdes : fin des répressions policières et militaires (les Kurdes sont des « électeurs » qu'il importe de ménager sous peine de perdre des suffrages), désignation de ministres kurdes, construction d'écoles, de routes et d'hôpitaux dans tout le Kurdistan.

Mais le régime ne va pas jusqu'à reconnaître les droits culturels des Kurdes : il se borne à autoriser tacitement l'usage parlé du kurde dans les relations privées. Et, dans les moments de crise, il n'hésite pas à brandir le spectre du « séparatisme ».

En 1955, il conclut avec l'Irak, l'Iran et le Pakistan le « pacte de Bagdad » qui remplace celui de 1937.

Renouveau étouffé des années 1960

En 1960-1961, les Kurdes connaissent de nouvelles exactions sous les militaires qui reviennent au pouvoir pendant un an et demi : internement d'intellectuels et de notables, turquification



Départ pour la chasse aux loups dans le Kurdistan turc... En Turquie, le mot « kurde » a été pros crit, et les Kurdes sont officiellement des « Anatoliens de l'Est ». Un certain nombre d'entre eux, marqués profondément par les brutalités d'un demi-siècle de répression, hésitent encore à se dire « kurdes », car cela pourrait toujours leur attirer des ennuis.

des noms de villes et de villages, installation d'émetteurs radio turcs au Kurdistan, etc.

Mais le gouvernement suivant promulgue une nouvelle Constitution qui reconnaît un certain nombre de libertés démocratiques. Vers 1963, les nationalistes kurdes peuvent s'affirmer au sein du P. D. K. T. (Parti Démocratique du Kurdistan de Turquie) et du P. O. T. (Parti Ouvrier Turc). En 1966, le Kurde Mehlet Ali Aslan publie *Yeni Akouch*, une revue où est évoquée — pour la première fois dans une revue légale — la question des droits nationaux du peuple kurde; elle sera toutefois suspendue au bout du 4^e numéro. (D'autres revues subissent le même sort.)

Néanmoins, en même temps qu'un regain d'intérêt pour la littérature kurde (qui revêt dans ce contexte une signification politique), un vaste mouvement se fait jour pour l'étude sociologique du « problème de l'Est ». S'exprimer en kurde devient l'objectif d'un nombre croissant de Kurdes instruits (les illettrés ne connaissent de toute façon pas d'autre langue). Ce nationalisme teinté de populisme est en passe de susciter un important renouveau littéraire et culturel kurde.

En 1967, un décret officiel interdit alors et déclare illégale l'introduction et la distribution en Turquie de tout matériel d'origine étrangère en langue kurde sous quelque forme que ce soit (publication, disque, enregistrement, etc.). Il s'ensuit qu'à l'appel des associations d'étudiants kurdes, ont lieu des manifestations de masse qui marquent une date importante dans l'histoire du mouvement national : pour la première fois depuis trente ans, les Kurdes osent défier l'autorité et montrer leur force. D'où une nouvelle répression : l'armée lance plusieurs « opérations de commandos » contre les Kurdes en 1969, 1970 et 1971, sous couvert de « perquisitions d'armes à feu ».

Cela n'empêche qu'en 1970, des organisations de jeunes kurdes appelées « Foyers culturels révolutionnaires » se créent dans tout le Kurdistan. La même année, le IV^e congrès du P. O. T. fait adopter une résolution reconnaissant que « le peuple kurde existe à l'Est » : c'est la première fois qu'un parti légal prend position de manière aussi « audacieuse » sur ce problème. Mais, un an plus tard, ce parti est interdit. (En outre, les aspirations kurdes sont une fois de plus étouffées par le gouvernement issu du coup de



force du 12 mars 1973.) Après l'interdiction du P. O. T., toutes les provinces kurdes sont passées au peigne fin, plusieurs milliers de paysans pourchassés, arrêtés. Le tribunal de Diyarbakir (capitale historique du Kurdistan turc) prononce des milliers de condamnations à l'égard des « séparatistes ».

Durcissement turc actuel

Pendant le passage d'Ecevit à la tête du gouvernement (octobre 1973 — septembre 1974), le régime se libéralise : amnistie de tous les chefs kurdes, liberté d'expression et d'association (dans les meetings publics on se met à crier : « Liberté pour les Kurdes »). Des « Associations culturelles du peuple » se constituent un peu partout dans les provinces kurdes.

Mais les commandos recommencent à sévir en 1974, après la démission d'Ecevit : plus de 10 000 militaires quadrillent la province d'Hakkari, voisine de l'Irak... Depuis 1975, l'occupation militaire est d'une ampleur telle que même le touriste le moins averti ne peut manquer de le constater : divisions de blindés stationnant à la sortie

des principales villes, parades militaires hebdomadaires rappelant la présence et la puissance de l'armée. A l'école, à la caserne et dans la presse, le mythe de l'invincibilité de « l'héroïque armée turque » est soigneusement entretenu. Tout est fait pour persuader les Kurdes que toute tentative de libération est vouée à l'échec, que le « séparatisme » ne peut mener qu'au désastre.

La lutte se poursuit

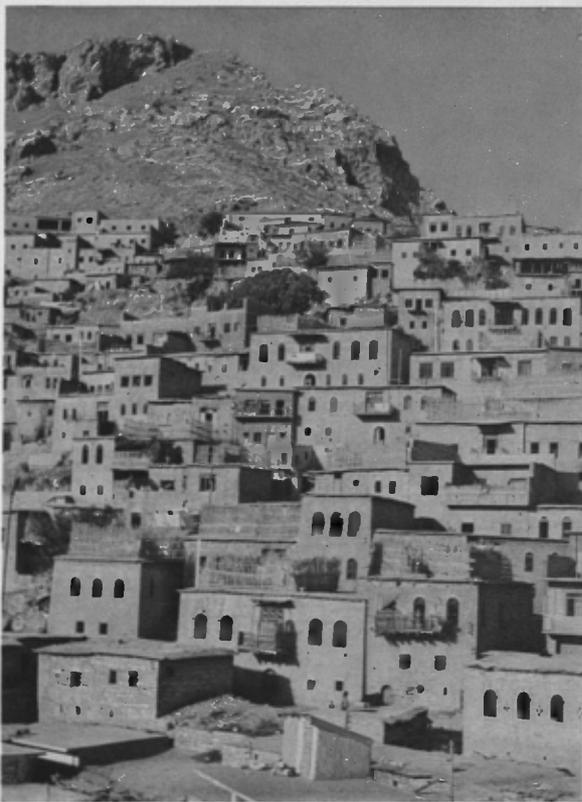
A l'heure actuelle, au Kurdistan de Turquie, c'est la petite bourgeoisie qui conduit le mouvement national, mobilisant de plus en plus la jeunesse estudiantine, les paysans et les ouvriers. En mesurant le chemin parcouru depuis 1961, on peut s'attendre à une radicalisation politique de ces couches de la société kurde.

On assiste aussi à un changement de méthodes : alors que pour des générations de nationalistes, lutter contre le pouvoir signifiait prendre les armes, les élites découvrent que l'insurrection armée n'est pas la seule voie possible. Cette prise de conscience s'effectue lentement, à la faveur du mouvement



Ci-dessus le général Mustafa Barzani (1904-1979), figure de proue de la résistance kurde pendant quarante ans. Il lutta contre tous les gouvernements irakiens, bien qu'il préférât la négociation, et il insistait sur la modération de ses objectifs : « la simple reconnaissance des droits légitimes d'un peuple authentique, sans séparatisme, le contexte international étant désormais irréversible... Nous défendons nos droits : qu'on nous les accorde et nous rangerons nos fusils », répétait-il.

Agra fut un foyer très actif de la résistance kurde. →



démocratique. Elle n'est d'ailleurs pas d'aujourd'hui : dès 1963, meetings, défilés et manifestations s'étaient organisés pour protester contre le chômage, la vie chère, les opérations de commandos, etc. Malgré la répression, on osait proclamer ou écrire sur les murs des slogans tels que : « Liberté pour les peuples de Turquie ».

Actuellement, par comparaison avec ce qui se passe dans le reste du pays, il ne semble pas que la violence politique ait atteint un degré extrême au Kurdistan turc. Toutefois, les affrontements armés entre les Kurdes eux-mêmes — comme ceux qui se produisirent en juin 1978 — peuvent alimenter toutes les hypothèses quant à l'avenir.

Enfin, par suite de l'interdiction qui continue à frapper toute organisation politique spécifiquement kurde, la question centrale qui se pose aujourd'hui aux militants est de savoir s'ils doivent lutter au sein des partis existants ou s'ils doivent mettre sur pied un parti national kurde, nécessairement clandestin. Cette question n'ayant pas encore reçu de réponse, le débat se poursuit... En attendant, c'est surtout la jeunesse kurde qui semble désireuse de partir à la conquête de son identité.

En Irak : autonomie trompe-l'œil

Sous la monarchie

L'action de l'Angleterre à l'égard du Kurdistan irakien — son mandat sur l'Irak prend fin en 1930 — se résume en une série de tâtonnements, d'avances et de reculs, favorisant tantôt l'autonomie du Kurdistan, tantôt le gouvernement de Bagdad.

Face aux dérobades britanniques, les Kurdes ne restent pas inactifs : autoproclamation du cheikh Mahmoud el Berzendji comme « roi du Kurdistan » en 1923, pétition au gouvernement de Bagdad en 1929 pour qu'il organise les provinces kurdes en une unité administrative, requêtes à la S. D. N. (Société des Nations) en 1931, insurrections sous la conduite de Mustafa Barzani (dont les ancêtres s'étaient déjà soulevés contre le pouvoir ottoman et qui deviendra un héros mythique), etc.

A partir de 1946, l'agitation se généralise malgré l'absence de Barzani, réfugié en U. R. S. S. avec sa tribu. En 1955, les Kurdes interprètent le

Un des postes de commandement secrets des Kurdes irakiens, pendant la guerre qui les opposa au gouvernement de Bagdad, de 1961 à 1975. La plupart des divisions et des brigades kurdes avaient pour commandants des officiers de carrière, transfuges de l'armée ou de la police irakiennes.



« traité d'amitié et de bon voisinage » que l'Irak conclut avec la Turquie comme une alliance contre un éventuel soulèvement de leur part.

Au chapitre des améliorations sociales ou culturelles, on ne peut guère citer que l'octroi d'une certaine autonomie linguistique (peu respectée) et la création de revues kurdes n'abordant pas les problèmes politiques. Il existe certes des ministres kurdes dans le gouvernement central, mais ils sont peu représentatifs de leur peuple.

En 1958, les Kurdes collaborent au coup d'État militaire qui met fin à la monarchie (assassinat de Fayçal II) et porte au pouvoir Abdel Karim Kassem.

1961-1975 : la longue guerre

A partir de 1958, c'est en Irak que la question kurde se cristallise et devient le problème essentiel. Après chaque coup d'État (quatre en quatorze ans), le nouveau régime prend contact avec les nationalistes kurdes : ceux-ci l'acceptent et demandent, en échange, la reconnaissance de leurs droits. L'équipe au pouvoir promet, revient sur son engagement dès qu'elle se sent assez forte, puis reprend les armes... et le cercle vicieux recommence.

Rentrée en scène de Barzani

Arrivé au pouvoir, Kassem promulgue une Constitution dans laquelle « les Kurdes sont associés avec les Arabes » et qui « garantit leurs droits nationaux au sein de l'entité irakienne ».

Ce texte est une innovation importante : c'est la première fois qu'un État comprenant une partie du Kurdistan reconnaît constitutionnellement les droits du peuple kurde. L'égalité des Arabes et des Kurdes est symbolisée par les armoiries de la nouvelle république : un poignard kurde croisé avec une épée arabe.

Kassem prend immédiatement plusieurs mesures concrètes en faveur des Kurdes : amnistie, liberté de presse (les journaux font l'éloge de la fraternité arabo-kurde), légalisation du P. D. K. (Parti démocratique du Kurdistan) dont Barzani est président. Il promet de donner suite aux revendications sur l'enseignement de la langue kurde et sur la répartition des revenus pétroliers... Forts de ces promesses, les Kurdes approuvent le régime, et leur leader Barzani revient au pays. Mais aucune des promesses ne sera

tenue : ni lycée, ni école, ni radio en pays kurde. Le mécontentement grandit donc assez vite, d'autant plus que le paysannat se trouve devant une situation difficile.

La question kurde en effet revêt aussi un aspect économique et social, notamment en ce qui concerne l'agriculture qui souffre de deux handicaps majeurs : la configuration montagneuse du pays et l'éloignement des grands centres (surtout de Bassorah, l'unique port de l'Irak, dans le golfe Persique). L'absence des moyens de communication empêche de commercer avec les grandes villes qui se ravitaillent dans les plaines du bas pays ou à l'étranger. C'est pourquoi les paysans kurdes demandent des routes, des lois protégeant leurs forêts, un monopole d'État moins rigoureux sur le tabac, etc.

En 1961, les attitudes se durcissent de part et d'autre. Kassem interdit le P. D. K. et confisque ses biens ; il suspend les journaux kurdes, fait arrêter des intellectuels. De leur côté, les Kurdes revendiquent avec plus de force... Finalement, les réformes attendues ne venant pas, c'est le paysannat kurde — pour qui « révolution » prend la signification concrète de « redistribution des terres » — qui pousse à la rébellion. Après avoir tenté une dernière démarche auprès de Kassem, Barzani entreprend la conquête du Kurdistan irakien avec ses hommes (de 7000 en 1962 ils passeront bientôt à 20 000, puis à 50 000) et instaure peu à peu une autonomie de fait dans les régions libérées. Bagdad répond en lançant une grande offensive soutenue par l'aviation. Les hostilités cesseront le 8 février 1963 avec le renversement de Kassem.

De trêve en trêve

Comme précédemment, Barzani accepte le nouveau régime présidé par le général Aref et demande l'autonomie.

Bagdad semble d'abord disposée à examiner la requête kurde, mais le 6 mars, le ministre des Affaires étrangères déclare : « Il n'est pas question d'accorder leur indépendance aux Kurdes... si Barzani ne veut pas de compromis, la rébellion sera écrasée une fois pour toutes. » C'est aussi l'avis des militaires et du *Baas* (ou *Ba'th al-arabi*, parti de la « renaissance arabe ») auquel appartiennent la plupart des ministres d'Aref.

Après une trêve de quatre mois, le gouvernement reprend les opérations militaires utilisant les armes les plus

modernes : napalm, bombes incendiaires, chars, artillerie lourde. La tête de Barzani est mise à prix (100 000 dinars). Ces moyens de destruction massive ne font que consolider la conscience nationale des insurgés venus de tous les horizons sociaux et politiques : paysans, propriétaires fonciers, intellectuels, citadins, chefs de tribus, soldats et officiers kurdes déserteurs de l'armée irakienne.

De plus, l'armée déporte les populations kurdes habitant les régions considérées comme « stratégiques », c'est-à-dire le long des frontières ou près des puits de pétrole ; environ 400 000 Kurdes sont expulsés de la seule région pétrolière de Kirkouk.

Un cessez-le-feu intervient le 10 février 1964, suivi d'une nouvelle guerre dans laquelle l'Irak engage pratiquement toute son armée (50 000 hommes). Mais en vain : dans le Kurdistan « libéré », Barzani consolide ses positions sur un territoire qu'il conservera jusqu'à l'effondrement de son mouvement (1975) et où il exerce un pouvoir absolu. Jamais un mouvement nationaliste kurde n'a disposé d'une telle base géographique et stratégique.

L'accord suivant — signé le 29 juin 1966 — servira de base pour les négociations ultérieures : amnistie générale, administration autonome, érection d'un Ministère spécial pour la reconstruction du Nord, reconnaissance de la langue kurde dans l'administration, intégration des *peshmerga* (combattants kurdes) dans l'armée irakienne. Mais cet accord reste en grande partie lettre morte car l'attention des Irakiens est alors absorbée par les rebondissements de la guerre des Six Jours. Après une période de paix, les relations se tendent à nouveau et aboutissent à la reprise des hostilités (printemps 1969 — mars 1970).

Le nouvel accord — du 11 mars 1970 — marque un tournant capital dans les relations entre les deux camps : il reconnaît l'existence d'une nation kurde et prévoit, après une période transitoire de quatre ans, la mise en place d'un Kurdistan autonome dont les frontières seront délimitées sur la base d'un recensement à effectuer dans un délai d'un an. Pour la première fois depuis le traité de Sèvres (1920), après dix ans de guerre entrecoupée d'armistices et d'accords non observés, une fraction du peuple kurde obtient l'autonomie. Des fêtes populaires s'organisent spontanément un peu partout pour célébrer l'événement.



Sur son terrain favori
hautes montagnes et
vallées profondes, le
Kurde excelle dans
l'embuscade et le coup
de main. La nature lui
offre ses meilleures
défenses : le moindre
rocher devient bastion,
la plus petite gorge
un repaire, chaque
défilé un piège... En
hiver, le Kurdistan
est impraticable pour
qui n'y a pas vu
le jour.





Application contestée de l'autonomie

Mais l'euphorie de 1970 ne dure pas. L'octroi de l'autonomie par le Baas — connu comme un des partis les plus hostiles aux revendications kurdes et au concept même d'un nationalisme non arabe — apparaît de plus en plus comme une manœuvre tactique destinée à tromper l'opinion en vue de se faire des alliés provisoires. C'est ainsi que Bagdad retarde, puis ajourne *sine die* le recensement prévu (on se basera sur celui de 1957 pour établir les frontières de la région autonome). Les Kurdes s'estiment lésés par la nationalisation de l'*Irak Petroleum Company*; ils accusent le gouvernement irakien d'organiser des transferts d'Arabes vers le Kurdistan. Par deux fois, Barzani échappe à un attentat. C'est de nouveau la méfiance, puis la rupture.

En avril 1973, le P. D. K. refuse l'offre du Baas de participer à un front national, par crainte d'y être noyauté. Les dirigeants baasistes décident alors d'appliquer leur plan d'autonomie avec ou sans Barzani. Les ultimes négociations durent plusieurs mois et le 11 mars 1974, Bagdad promulgue le statut d'autonomie du Kurdistan irakien, que Barzani rejette pour plusieurs raisons : pouvoirs trop limités accordés aux nouvelles instances régionales, fixation arbitraire des limites de la région autonome (qui excluent Kirkouk et ses champs de pétrole), répartition inéquitable des revenus, etc. Bagdad reste inflexible, et les combats reprennent entre les deux camps.

En automne, tandis que Bagdad met en place les institutions de la région autonome, la puissance de Barzani est à son apogée : il exerce un pouvoir absolu sur un bastion de 35 000 km² (la moitié du Kurdistan irakien) où vivent un million d'habitants au service desquels il a mis en place toute une administration. En outre, par patriotisme, environ 100 000 Kurdes de l'extérieur — notamment des étudiants, des ingénieurs, médecins, etc. — sont venus le rejoindre. Le rejoignent également des milliers de réfugiés kurdes qui ne veulent pas tomber aux mains des

Irakiens. Leur accueil posera bientôt un problème insoluble : beaucoup sont alors acheminés de nuit vers l'Iran. Mais à l'approche de l'hiver, la situation devient alarmante. Le spectre de la famine est partout. Barzani estime nécessaire de demander une aide militaire à l'Iran (avec lequel il avait conclu un accord secret en 1972). Les renforts qu'il obtient lui permettent de résister.

Effondrement de la résistance kurde

Mais le 6 mars 1975, l'Iran retire son aide, suite à un accord qu'il a conclu avec l'Irak à Alger à l'occasion d'une réunion des pays de l'O. P. E. P. (Organisation des Pays exportateurs de Pétrole) le chah cesse de soutenir Barzani. En échange, l'Irak modifie sa frontière au profit de l'Iran, le long du Chott al Arab (fleuve formé par la confluence du Tigre et de l'Euphrate).

Les dirigeants kurdes refusent d'accepter l'évidence et espèrent encore une intervention américaine auprès du chah. Certains songent à créer un mouvement de guérilla. Mais le 30 mars au soir, Barzani abandonne la lutte « pour les droits du peuple kurde », lutte à laquelle il a consacré quarante ans de son existence, et il prend le chemin de l'exil (Iran, puis Etats-Unis) après avoir transmis son ultime message : « Mon rôle personnel est fini... mais il n'est pas possible de mettre fin à l'existence du peuple kurde : du sein de ce peuple surgiront d'autres leaders. »

De 1961 à 1975, la révolution du Kurdistan irakien aura été la manifestation politico-militaire la plus longue, la plus soutenue et la plus importante

de toute l'histoire du mouvement national kurde.

Le feu couve sous la cendre

Après la défaite de Barzani, le gouvernement irakien poursuit l'application de « son » autonomie : à ses yeux, l'accord du 11 mars 1970 a réglé définitivement la question kurde. Quant aux Kurdes eux-mêmes, ils considèrent les institutions mises en place chez eux par le pouvoir central comme de simples façades et des trompe-l'œil.

Sous l'instigation du Baas, les campagnes d'arabisation s'intensifient : les villes sont rebaptisées, des Kurdes sont de nouveau déportés au Sud du pays et remplacés par des Arabes. L'université de Soleimanié, centre intellectuel du Kurdistan irakien, ne fonctionne pratiquement pas. De son côté, l'armée procède à un déploiement sans précédent dans le Kurdistan. Assez léger dans la plaine, le dispositif militaire devient impressionnant dès qu'on pénètre dans la montagne : chaque crête est coiffée d'une casemate dans laquelle 5 ou 6 soldats montent la garde en permanence. Du côté kurde, des petits groupes de patriotes se reconstituent et circulent la nuit. D'anciens dirigeants du P. D. K. n'ont pas perdu l'espoir de reformer leur parti, des intellectuels essaient de regrouper les militants disposés à passer un jour à l'action directe.

Sur le plan international, en dépit de nombreuses démarches, les Nations Unies se sont toujours refusées à examiner la question nationale du Kurdistan qu'elles considèrent comme un problème interne irakien.

En Iran : résistance à l'assimilation

En Iran, depuis des siècles, Kurdes et Perses ont vécu côte à côte et se sont considérés tous deux comme les descendants des anciens empires (Mèdes, Achéménides, Parthes et Sassanides). Un même cadre traditionnel — et peut-être une même origine — les liaient dans le respect mutuel de leurs

droits et de leurs coutumes propres.

La rupture se produisit au XVI^e siècle lorsque les Kurdes — sunnites — prirent le parti du sultan ottoman Sélim I^{er} — sunnite également — contre le chah Ismaïl qui venait d'adopter le rite chiite.

A part quelques tentatives de raidissement du pouvoir central persan, les Kurdes d'Iran furent généralement laissés à eux-mêmes, à leurs usages et à leurs traditions.

Il faut attendre le XX^e siècle pour voir le nationalisme kurde iranien s'éveiller et résister, au moment où le nationalisme persan devient despo-

← Marchand ambulant comme on en rencontre des milliers au Proche-Orient. Dans les villages éloignés du Kurdistan, leur arrivée est toujours très attendue... Beaucoup de Kurdes, gagnant difficilement leur vie, sont obligés de vivre d'expédients.

tique. En 1922, Reza Khan (qui deviendra Reza Khan, père de l'actuel chah en exil) engage la lutte contre les Kurdes : déportation de chefs de tribus, confiscation de leurs biens, interdiction des organisations culturelles ou sociales, interdiction de porter le costume traditionnel kurde.

Dix ans plus tard, le Kurde Ismaïl Khan — plus connu sous le diminutif de « Simko » — qui avait organisé un mouvement de protestation, est entraîné dans un guet-apens et assassiné; on le considère comme un des pères du nationalisme kurde iranien.

L'éphémère république de Mahabad (1946)

Lorsque les troupes russes et britanniques pénètrent en Iran en août 1941 (pour tempérer la sympathie du chah à l'égard de l'Axe), elles occupent respectivement le Nord et le Sud du Kurdistan, tandis que la région centrale, autour de Mahabad (15 000 habitants), est laissée à elle-même. Les habitants de Mahabad — qui ont une tradition nationaliste déjà longue — profitent de leur liberté pour mettre sur pied en 1942 une organisation politique appelée *Komala Jiani Kurd* (Renaissance du Kurdistan) qui se définit par son opposition au régime. Trois ans plus tard, tous les membres du *Komala* s'affilient au P. D. K. (Parti démocratique du Kurdistan) que dirige un éminent intellectuel, Mohammed Qazi, qui cumule les fonctions de cheikh et de juge héréditaire, et dont la famille est propriétaire d'un certain nombre de villages dans la région.

Ce parti gagne rapidement le soutien de la population kurde des pays voisins (l'illustre Mustafa Barzani du Kurdistan irakien le rejoint et milite dans ses rangs). Il se donne comme but la formation d'un Etat kurde, bien qu'il ne dispose que de moyens limités en ressources et en hommes.

Le 17 décembre, Mohammed Qazi fait hisser le drapeau kurde sur les édifices publics de Mahabad, après une marche de la foule sur l'immeuble du « département de la justice », dernier vestige de l'autorité du gouvernement central. Le 22 janvier 1946, au cours d'un meeting tenu sur la place de la capitale, il proclame « l'autonomie de la République du Kurdistan » (dont la souveraineté théorique s'étendait sur une population estimée à un million d'habitants). Elu président, il constitue

un « gouvernement national du Kurdistan » comprenant 13 membres, dont une majorité de commerçants et de gros propriétaires féodaux. La République est dotée des institutions nécessaires à son fonctionnement : administration, justice, armée (première armée régulière dans l'histoire du mouvement national kurde), système scolaire, radio, journaux, cadastre, etc. Mahabad, jusque-là petite bourgade ensommeillée, s'anime : ses rues, libérées des soldats et des gendarmes iraniens détestés, grouillent de Kurdes portant leur costume national.

Les exigences de Mohammed Qazi semblent modérées : autonomie kurde à l'intérieur de l'Etat iranien. Il déclare en juin : « Les Kurdes seraient satisfaits si le gouvernement central décidait d'appliquer réellement les lois démocratiques dans tout l'Iran et reconnaissait les lois actuellement en vigueur dans le Kurdistan, à savoir : l'enseignement du kurde dans toutes les régions kurdes, l'autonomie administrative et celle de l'armée locale. En août, il négocie à Téhéran où il se rend sous la protection d'un sauf-conduit obtenu par l'entremise de l'ambassade soviétique; il demande la création d'une province dont il serait gouverneur et qui réunirait tous les territoires kurdes d'Iran, avec une autonomie administrative, des fonctionnaires et une force militaire entièrement recrutés sur place. Ces propositions sont rejetées. A la mi-novembre, le gouvernement persan (débarrassé de la présence britannique et russe) concentre des troupes vers l'Azerbaïdjan (où un mouvement autonomiste s'était aussi fait jour) et vers la République de Mahabad.

Le 15 décembre, l'armée iranienne pénètre dans le Kurdistan pour y garantir la régularité des élections qui doivent avoir lieu le lendemain dans l'ensemble du pays. Le 17, Mohammed Qazi décide de se rendre : il remet officiellement la ville de Mahabad aux autorités iraniennes. Quelques jours plus tard, tous les dirigeants de la République sont arrêtés. Ils seront condamnés, puis pendus sur cette même place où ils avaient proclamé l'autonomie un an auparavant. D'autres exécutions ont encore lieu les jours suivants.

Aussitôt après la chute de la petite République, le gouvernement cherche à effacer tout ce qui peut en rappeler le souvenir : il ferme l'imprimerie kurde (qui était un don des Soviétiques), interdit d'enseigner le kurde, fait brûler publiquement tous les livres en cette langue. Tous ceux qui avaient participé au mouvement s'empressent de faire disparaître les documents compromettants (photos, journaux, drapeaux...).

Un symbole

La défaite de Mahabad semble due à des facteurs internes (faiblesse de la direction, manque de cadres politiques



et militaires, poids des mentalités féodales et tribales, absence d'une idéologie précise, etc.) autant qu'à des facteurs externes : lâchage à la dernière minute par les Russes (ils avaient aidé à mettre sur pied la République de Mahabad mais l'abandonnèrent sur ordre de Staline qui désirait créer une compagnie mixte irano-soviétique pour l'exploitation des pétroles du nord de l'Iran); détermination de Téhéran d'en finir avec les mouvements autonomistes. Quoi qu'il en soit, la République

avait réussi à réaliser plusieurs des objectifs formulés par le P. D. K. : adoption du kurde comme langue officielle dans l'éducation et l'administration, progrès de l'économie locale, mise en valeur des terres abandonnées, constitution d'une force armée kurde.

Malgré la brièveté de son existence (onze mois), et l'exiguïté de son territoire, la République de Mahabad occupe une place importante dans l'histoire du mouvement national kurde. Premier mouvement kurde

dirigé par un « intellectuel », elle montra que, laissés à eux-mêmes, les Kurdes iraniens n'étaient pas des « pillards » comme ils en avaient la réputation, mais savaient jeter les bases d'un Etat digne de ce nom. Elle devint centre de solidarité et de coopération, réservant un accueil chaleureux aux patriotes kurdes de Turquie, d'Irak et de Syrie. La nation kurde tout entière voyait dans la République de Mahabad le symbole de la réalisation de ses aspirations et espérait qu'elle devien-

De 1964 à 1975, des milliers de Kurdes gagnèrent cette région, alors entièrement contrôlée par les troupes nationalistes du général Barzani... Pendant des siècles, ce peuple a connu régulièrement la misère des exodes et des déportations.





L'enfant kurde, soumis très tôt à une rude existence, est le dieu du foyer. Mais, au Kurdistan, l'hygiène la plus élémentaire est à peine assurée (la photo de gauche a été prise dans un « hôpital »!). Pour les rescapés d'une mortalité infantile effrayante, l'espérance de vie ne dépasse guère quarante ans... Grandis dans les bombes et l'horreur, les enfants kurdes verront-ils un jour se réaliser la liberté pour laquelle ont lutté leurs parents?

drait le noyau de la lutte de tout le Kurdistan.

Avec le chah : alliances et démêlés

Après la chute de la République de Mahabad, le mouvement national kurde d'Iran est pratiquement démantelé. Il se reforme dans la clandestinité en 1948, appuie Mossadegh (au pouvoir de 1951 à 1953) dans ses projets de nationalisation du pétrole, gagne les élections à Mahabad en 1952 (mais Téhéran impose un député non élu), participe à un soulèvement de paysans contre les féodaux, se prononce pour la limitation des pouvoirs du chah lors du referendum organisé en août 1953.

En 1956, le P. D. K. se définit comme « nationaliste et révolutionnaire », deux raisons suffisantes pour lui attirer les foudres du chah; mais il ne se prononce pas encore pour la lutte armée (ce qu'il fera en 1973) pour libérer le peuple iranien « soumis à la triple oppression de l'impérialisme, du gouvernement central et des grands féodaux kurdes ». En 1956 encore, l'armée impériale aidée par le gouvernement irakien — les deux ont adhéré au pacte de Bagdad en 1955 — s'acharne contre la tribu kurde des Djouarno qui avait conservé jusque-là une relative autonomie.

A partir de 1961, les Kurdes d'Iran fournissent une aide importante — bien que privée — à leurs frères combattants d'Irak. En 1966, le chah lui-même offre un appui substantiel à

Barzani qui doit s'engager, en contrepartie, à collaborer avec les autorités iraniennes pour empêcher toute activité politique des Kurdes en Iran (ce que Barzani peut faire facilement, car son autorité s'étend alors des deux côtés de la frontière). Par ce marchandage, le chah vise deux autres objectifs : affaiblir le gouvernement de Bagdad auquel l'opposent un différend frontalier et un litige en matière de navigation, faire dépendre le mouvement de Barzani de l'aide iranienne de sorte qu'il ne puisse survivre sans elle... Cette aide va provoquer une crise dans les rangs du P. D. K. iranien dont certains membres, mécontents de la collaboration de Barzani avec le chah, organisent une guérilla en Iran; mais elle sera totalement démantelée après dix-huit mois par l'effort conjugué de la Savak (police politique iranienne) et de Barzani. On en arrive alors à un fait encore jamais observé dans l'histoire kurde : des nationalistes (partisans de Barzani) livrent d'autres nationalistes (du P. D. K. iranien) à un gouvernement oppresseur du peuple kurde.

En 1973, le P. D. K. iranien adoptant une ligne plus dure, déclenche la lutte armée contre le régime du chah... avec l'aide du gouvernement de Bagdad. Cette alliance surprend : en encourageant le séparatisme des Kurdes iraniens, le gouvernement de Bagdad entend à son tour affaiblir le chah et le punir pour ses visées expansionnistes (occupation d'îlots dans le golfe Persique en 1971, envoi de contingents au

Dhofar — dans le sultanat d'Oman — en 1973). Quant au P. D. K. « révolutionnaire » iranien, rien ne l'empêche de s'allier au gouvernement de Bagdad, depuis que ce dernier a fait preuve d'antiimpérialisme en accordant l'autonomie à ses Kurdes le 11 mars 1970.

Ainsi, contre l'alliance « chah d'Iran — Barzani », s'en constitue une seconde : P. D. K. iranien — Bagdad. Loin de lutter ensemble, les deux mouvements kurdes sont dressés l'un contre l'autre, alliés provisoires de gouvernements qui se font la guerre et qui sont l'un et l'autre les ennemis du peuple kurde. Ce tragique système d'alliance dans lequel s'enfoncé le mouvement kurde prend fin avec la spectaculaire réconciliation de Bagdad et de Téhéran (accords d'Alger, 6 mars 1975) sur le dos des Kurdes. Tirant la leçon des événements, le P. D. K. élaborera une nouvelle stratégie.

La politique d'assimilation continue

Après l'accord de 1975, le Kurdistan iranien est militarisé : toute l'autorité y est exercée par l'armée, la police (la fameuse Savak), la gendarmerie. Tout mouvement populaire est sévèrement contrôlé : chaque paysan kurde qui se rend de son village dans un autre lieu doit en informer les autorités dans les deux localités... Celles-ci, à leur tour, ont le devoir d'informer la gendarmerie de la visite de tout inconnu. Les instituteurs kurdes sont périodique-



ment déplacés... La politique d'assimilation continue : toute demande de droits nationaux est réprimée avec la plus grande sévérité : les Kurdes n'ont que le droit d'être de bons Persans. A noter que la même politique est appliquée à toutes les régions habitées par les non-Persans (Baloutches, Arabes, Azerbaïdjanais) qui constituent 50 % de la population iranienne.

Les Kurdes ont participé activement au mouvement sans précédent qui a obligé le chah à quitter le pays et a entraîné le retour triomphal de

l'ayatollah Khomeiny. Les événements sanglants qui se sont produits depuis au Kurdistan ont cependant montré que le nouveau régime n'est pas prêt à accorder la liberté aux Kurdes, « tout au plus l'autonomie communale », a déclaré le premier ministre. Mais les Kurdes, persuadés de leur capacité à s'autogérer, demandent le départ des militaires et leur autonomie dans un Etat iranien fédéral. Bien que leurs revendications soient étouffées dans le sang, ils ne désespèrent pas et gardent foi dans la victoire.

En Syrie : minorité méprisée

En Syrie, les Kurdes forment 10 % de la population totale. Ils occupent de façon compacte trois régions bien délimitées de la frange nord du pays (régions qui constituent les piémonts des montagnes du Kurdistan turc). En outre, des colonies plus ou moins importantes existent à Damas (30 000 Kurdes), Alep (10 000) et Hama (5000).

Vainqueurs des Croisés

La région montagneuse du Kurd-Dagh (« Montagne des Kurdes »), au nord-ouest d'Alep, a été occupée dès l'Antiquité par les Kurdes... A l'époque des croisades, les Arabes s'en remirent à eux et aux Turcs pour la défense du pays. Au milieu du XII^e siècle, le Kurde Najm ad-Din Ayyoub (accompagné de son fils Salah ad-Din, le futur Saladin) et son frère au service du prince turc de Syrie, occupèrent l'Égypte. Nommé commandant en chef de l'armée, Saladin, âgé de 37 ans, retourna en Syrie, reçut le titre de sultan et mit fin au royaume franc de Jérusalem. A la bataille d'Acre (4 octobre 1189), la moitié des généraux de l'armée musulmane (7 sur 14) étaient des Kurdes. Le dernier roi kurde d'Égypte-Syrie fit prisonnier saint Louis en 1249.

Sous la longue domination ottomane, les rapports entre les deux peuples, kurde et arabe, étaient de bon voisinage.

Il en sera de même durant le mandat français (1921-1946) : les Kurdes purent utiliser librement leur langue, bien qu'elle ne fit jamais l'objet d'un enseignement officiel, et ils prirent une part active à la vie politique du territoire.

Le temps de l'oppression...

Sous le régime de la R. A. U. (République arabe unie, de 1959 à 1961), les autorités — que les événements d'Irak inquiétaient beaucoup — s'efforcèrent d'empêcher tout regroupement politique des Kurdes. De nombreux nationalistes et militants du P. D. K. (Parti démocratique kurde syrien fondé en 1957) accusés de vouloir créer un Etat indépendant, furent arrêtés et condamnés.

En 1961, le nouveau gouvernement accentua la politique de répression envers les Kurdes, accusés de complicité avec leurs compatriotes d'Irak et de menées contre l'arabisme.

Le recensement de 1962 fit apparaître que 120 000 Kurdes « syriens » auraient été des Turcs infiltrés illégalement en Syrie : ils se virent retirer leur nationalité syrienne. Aujourd'hui encore, ils restent suspects, bien qu'ils soient astreints au service militaire (ils se battirent sur le Golan) : privés de papiers d'identité, ils ne peuvent ni se marier légalement, ni entrer à l'hôpital en cas de maladie, ni faire inscrire leurs enfants dans les écoles.

En 1962 également, le gouvernement élabora le plan de la « Ceinture arabe » prévoyant l'expulsion de 140 000 Kurdes établis le long de la frontière avec la Turquie et leur remplacement progressif par des Arabes. La découverte de pétrole à Qaratchok, en pleine zone kurde, ne fut pas étrangère à cette politique.

... sous le régime baasiste

L'arrivée au pouvoir du parti Baas en mars 1963 — le même qui s'était imposé en Irak un mois plus tôt — aggrava encore la situation des Kurdes.

En novembre, le parti publia une « Etude sur la province de Djazira » (région de Syrie — entre le Tigre et l'Euphrate — où les Kurdes sont les plus nombreux) voulant prouver scientifiquement que « le peuple kurde n'a ni histoire ni civilisation, ni langue ni origine ethnique, il n'a que les qualités de la force, de la puissance destructrice et de la violence, qualités inhérentes d'ailleurs à toutes les populations montagnardes... Les Kurdes vivent de la civilisation et de l'héritage des autres nations. Ils n'ont aucune part dans ces civilisations ni dans l'histoire de ces nations ». ¹ Cette même étude propose 12 mesures radicales pour disperser les Kurdes et les réduire à la famine.

Dans les années suivantes, le plan de la Ceinture est baptisé « Plan pour l'établissement de fermes modèles d'Etat dans la province de Djazira ». Malgré la résistance des paysans, on allait l'appliquer lorsque la guerre contre Israël (1967) le fit abandonner provisoirement. En 1975, le gouvernement construisit 40 « villages modèles » dans la zone de la Ceinture et y implanta 7000 familles arabes. L'exécution du plan se fit de manière discrète pour ne pas attirer l'attention du monde extérieur : spoliations, tracaseries administratives, rafles policières, privation d'emplois, confiscation d'œuvres littéraires écrites en kurde et de disques de musique folklorique dans les établissements publics, arabisation des noms de villes, mise au silence des leaders, insécurité volontairement entretenue dans le Kurd-Dagh pour inciter les habitants à quitter la région.

Certes, l'Assemblée syrienne comptait — et compte encore — parmi ses membres un certain nombre de députés kurdes, mais pas en tant que tels puisque la thèse qui prévaut veut que tous les citoyens syriens soient des Arabes. Dans toutes les publications officielles de la République, les Kurdes — comme les autres groupes non arabes — ne sont jamais mentionnés : comme la République est « arabe », ses Kurdes le sont aussi.

En 1976 cependant, le président Assad a officiellement renoncé à poursuivre le plan de Ceinture arabe et les transferts de population. Les paysans kurdes de Djazira ne sont plus inquiétés et l'on ne construit plus de villages arabes sur leurs terres (toute-

¹ Etude sur la province de Djazira du point de vue national, social et politique, Mohamed Taleb Hilal, Damas, 1963, pp. 3-5.

fois, les villages construits y resteront). La radio diffuse de la musique kurde et les Kurdes se sentent plus en sécurité dans le pays. Mais la Constitution

ne reconnaît pas leur existence en tant que groupe national ayant droit à sa propre langue et au respect de sa culture au sein du peuple syrien.

En U.R.S.S. : colonies prospères

En U. R. S. S., il n'existe pas de « territoire kurde » contigu à celui du Kurdistan, mais des colonies kurdes compactes disséminées à travers plusieurs républiques : Azerbaïdjan (150 000), Turkménie (50 000), Arménie (37 000), Géorgie (20 000), Kazakhstan (12 000), Kirghizie (7000). Malgré leur faiblesse numérique, les Kurdes soviétiques, notamment ceux d'Arménie, exercent une grande attraction sur leurs compatriotes du Kurdistan.

Réfugiés au temps des tsars

En Asie centrale, des Kurdes ont été implantés de force par les souverains persans au XVI^e siècle : ce fut le cas en Turkménie et en Afghanistan. Par contre, au Kazakhstan et en Kirghizie, leur arrivée date des années 1937-1938 : accusés d'avoir provoqué des incidents frontaliers, plusieurs milliers de Kurdes du Caucase furent déportés dans ces lointaines républiques asiatiques.

Dans les régions plus proches (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan), c'est au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle que certaines tribus kurdes nomades étendant progressivement leur zone de transhumance, créèrent des villages. Les autorités tsaristes semblent avoir favorisé cette implantation. Avec une arrière-pensée toutefois : celle de pouvoir se servir, en cas de besoin, contre les empires ottoman et persan, de ces hommes aux qualités guerrières reconnues.

Pendant le XIX^e siècle, les guerres russo-turques et les révoltes internes du Kurdistan amenèrent bon nombre de Kurdes proscrits et pourchassés à chercher un ultime refuge dans la Russie tsariste. Ces immigrés s'installèrent dans telle ou telle partie de l'empire, bien souvent sous l'influence de facteurs religieux : les Kurdes musulmans préférèrent s'établir parmi leurs coreligionnaires azerbaïdjanais ; les Yezidis — Kurdes professant une religion où les survivances du zoroastrisme sont nombreuses, ayant longtemps souffert de pratiques répressives de la part des musulmans jusqu'à avoir

subi de véritables pogroms — se fixèrent surtout en Arménie et en Géorgie chrétiennes, moins hostiles à leur particularisme religieux. Ces Yezidis, en dépit de leur petit nombre, sont les meilleurs défenseurs de l'identité kurde : ils préservent jalousement leurs traditions nationales et résistent à la tentation de dilution dans les ensembles géorgien et arménien. L'assimilation a mordu plus facilement sur les communautés musulmanes, dont les membres sont pourtant bien plus nombreux que les Yezidis.

Soviétiques disciplinés

L'instauration du régime soviétique introduisit une double rupture dans la vie des Kurdes du Caucase. D'abord, rupture avec le mode de vie séculaire qui était le leur : les nomades furent sédentarisés et progressivement transformés en salariés agricoles, les enfants furent scolarisés ; une vie nationale propre commença à s'organiser au sein de chaque colonie. Ensuite, rupture des liens avec le Kurdistan : des frontières impénétrables les en séparèrent désormais sans toutefois les rendre totalement « étrangers » à leur patrie d'origine.

Mais, contrairement à leurs compatriotes du Kurdistan défavorisés par rapport aux nations dominantes, les Kurdes soviétiques jouissent d'une situation économique et sociale relativement privilégiée : travailleurs appliqués, ils s'adonnent, en marge du travail collectif des kolkhozes et des sovkhozes, à l'élevage de leur propre cheptel ou à l'horticulture. Cette prospérité se remarque dès l'abord dans la qualité de l'habitat rural (maisons modernes bâties en pierres de taille ou en briques, équipées très souvent de chauffage central) et dans celle des équipements collectifs (routes, électricité, éclairage des rues, eau potable, écoles, dispensaires...).

Quant aux citoyens kurdes, ils ne sont l'objet d'aucune discrimination et occupent des postes à tous les échelons du parti et de l'administration soviétique.

Liens avec la mère-patrie

On peut se demander ce que les Kurdes soviétiques, après plus de soixante ans de séparation, ont encore de commun avec leurs compatriotes du Kurdistan, à l'exception de l'emploi d'une même langue.

Une certaine communauté nationale distincte s'est en effet formée au cours de cette longue période : elle a forgé des traditions, des habitudes mentales, des héros qui lui sont propres. Certains poètes et écrivains kurdes bien connus en U. R. S. S. sont ignorés au Kurdistan.

Mais sous ces divergences, il reste quand même chez tous les Kurdes dispersés un fonds culturel indéracinable qui les relie puissamment à leur patrie d'origine. Les fils ou petits-fils des « immigrés » et des « exilés » kurdes connaissent par cœur les noms de villages, d'alpages jadis fréquentés par leurs aïeux ; ils savent encore à quelle tribu ils avaient appartenu. Des coutumes — vestimentaires ou autres — des Kurdes nomades du début du siècle, aujourd'hui disparues au Kurdistan, sont, avec nombre d'autres archaïsmes, pieusement conservées par des Kurdes soviétiques parce que, disent-ils, tout abandon de nos coutumes risquerait de nous entraîner sur la voie de l'assimilation.

Après soixante ans de séparation, les Kurdes soviétiques continuent de rester à l'écoute de « leur Kurdistan », de nourrir l'espoir de retourner dans leur patrie, de contribuer un jour au développement de celle-ci : le mouvement national kurde irakien — avec l'émission de la radio des maquisards, « La Voix du Kurdistan libre » — avait considérablement ravivé cet espoir. Aujourd'hui encore, sont entretenus des contacts avec les étudiants kurdes d'Irak ou de Syrie venus faire leurs études dans les universités soviétiques. Par ailleurs, de la Kirghizie aux confins de la Chine, dans beaucoup de demeures kurdes, on trouve des portraits de Barzani, devenu un symbole de kurdicité.

Comme on le voit, les Kurdes soviétiques — descendants des exclus, proscrits et parias de la société kurde de jadis — constituent à présent la fraction la plus prospère et la plus instruite du peuple kurde. Ils n'ont pas perdu leur identité originelle, bien que celle-ci ne trouve à s'exprimer pleinement qu'en Arménie et en Géorgie. ■



Paysan turc des environs du lac de Van (Turquie)... Comme lui, la plupart des Kurdes vivent pauvrement. Leur pays ne manque pourtant pas de ressources, mais l'exploitation de celles-ci profite davantage aux différents Etats qui se partagent le Kurdistan qu'aux Kurdes eux-mêmes. Cette situation en a poussé un certain nombre à émigrer dans les villes ou hors de leur pays.

Le blé est moissonné et porté au marché du village... Dans l'ensemble, les Kurdes qui vivent au Kurdistan pratiquent les activités agricoles classiques (avec des moyens souvent rudimentaires) : cultures, élevage des moutons et des chèvres, travail de la laine, etc. ➡

DES PAUVRES QUI POURRAIENT ÊTRE RICHES

La richesse la plus convoitée du Kurdistan est sans doute son pétrole, notamment au Kurdistan d'Irak qui fournit les quatre cinquièmes de la production de ce pays. Et le sous-sol kurde recèle aussi d'autres richesses dont toutes n'ont pas encore été répertoriées. Cependant, pour la majorité des Kurdes, l'agriculture et l'élevage restent le moyen principal de subsistance... subsistance finalement très précaire.

Au Kurdistan turc

Les quatre cinquièmes des 8,5 millions de Kurdes que compte la Turquie vivent au Kurdistan turc, qui s'étend sur plus de 200 000 km² et qui

représente 30 % du territoire national. Les autres Kurdes — à la suite de déportations ou d'émigrations — habitent d'autres régions; certains, bourgeois émigrés volontaires, ont bâti des fortunes sur les côtes.

Paysans arriérés

La société kurde est la plus arriérée de Turquie. A quelque 70 %, elle est restée agraire, pratiquant des techniques agricoles très archaïques. Une certaine mécanisation a pourtant pénétré la région depuis 1965 : elle représente aujourd'hui 39 % des charrues utilisées en Turquie, mais seulement 3 % des machines agricoles.

La répartition des terres au Kurdistan est très inégale. En effet, 38 % de la population rurale n'ont pas de terre à eux; 45 % sont de petits propriétaires répartis sur 27 % des terres cultivables; 14 % sont mieux lotis



(de 5 à 20 ha) et possèdent 40 % des terres; 2,4 % sont des seigneurs terriens (*aghas, cheikhs*) et 33 % des terres leur appartiennent... Bref, 17 % de la population rurale disposent de 75 % des terres cultivables, alors que 38 % sont constitués de paysans sans terre.

L'agriculture assure la subsistance des campagnes kurdes, tout en alimentant l'ensemble du marché turc en coton, betteraves sucrières et tabac. L'élevage traditionnel — bovins, ovins, caprins, etc. — fait du Kurdistan le premier fournisseur en viande du reste de la Turquie : si cet élevage était plus rationalisé et intensifié, il pourrait

assurer à tout le pays la viande de mouton dont les Turcs font une grande consommation. Mais pourquoi investir chez des gens qui ne se disent pas Turcs ?

En fin de compte, quel est le niveau de vie de la grande masse au Kurdistan ? Dans les villages de montagne et chez les populations semi-nomades les gens vivent du troc des produits animaliers contre des produits finis (sucre, thé, bijoux, jouets) et parfois contre des fruits et des légumes. Dans les villes, ils sont commerçants ou artisans; la fonction publique n'en emploie que 1 %, et presque uniquement à des fonctions subalternes.

Région délaissée

Le sous-sol du Kurdistan contient des phosphates, mais surtout du chrome, du fer, du cuivre et du pétrole. Les gisements de chrome de Maden sont parmi les plus importants de la planète : leur exploitation actuelle (816 000 tonnes en 1976, principalement exportées aux U. S. A.) fait de la Turquie le quatrième producteur mondial en la matière (après l'Afrique du Sud, l'U. R. S. S. et les Philippines). Du minerai de fer (1,5 million de tonnes) est extrait à Divrig et acheminé vers les industries sidérurgiques turques des côtes de la mer Noire. Le cuivre provient essentiellement d'Er-gavi, près de Diyarbakir... Quant au pétrole, les sociétés multinationales (Shell, Mobil, B. P.) opérant au Kurdistan ont longtemps affirmé qu'il n'y en avait pas. Mais, dans les années 1960, la compagnie nationale turque T. P. A. O. a découvert des gisements à Raman, Garzan (Siirt) et Diyarbakir. En 1971, la production s'élevait à 4 millions de tonnes.

Il est très probable que, si on avait pressenti d'autres grandes richesses minières, on les aurait exploitées, sous garde militaire au besoin, comme on le fit pour le pétrole à Mossoul en Irak. Mais, comme le gouvernement turc ne tient pas à investir de façon intensive dans ces « provinces de l'Est » (ainsi appelle-t-il son Kurdistan), il n'y a pas eu, comme dans le reste de la Turquie, de prospection systématique des possibilités du sous-sol kurde.

Quoi qu'il en soit, les matières premières sont d'ores et déjà exploitées à suffisance au Kurdistan pour y justifier un développement industriel et fournir de l'emploi aux habitants. Qu'en est-il ?

En réalité, en dehors des extractions minières, l'industrie locale est constituée d'entreprises modestes et de manufactures de type artisanal : savonneries, huileries, tapisseries, quelques raffineries de sucre (Elazig et Malatya), cimenteries (Kars et Erzurum), ateliers de traitement du tabac et une usine textile. Le Kurdistan ne totalise que 5 % des entreprises du pays pour 24 % de la population turque. Le secteur bancaire n'est pas mieux représenté : à peine 1 % du total des sucursales turques. Quant aux voies de communication, les routes principales sont d'ordre stratégique : elles relient la Turquie à l'Iran et à l'Irak, et d'autre part elles joignent entre elles

les garnisons militaires installées au Kurdistan.

En ce qui concerne les sources d'emploi fournies par l'industrie, seulement 5,5 % de la population active du Kurdistan sont employés dans ce secteur, ce qui ne représente que 4 % de la classe ouvrière de l'ensemble de la Turquie. Ces salariés kurdes constituent une catégorie privilégiée de travailleurs, car ils bénéficient de lois de sécurité sociale; au cours des dernières années, cette situation a fait naître chez eux une certaine conscience de classe.

Finalement, on peut dire que les rapports économiques et commerciaux entre le Kurdistan et le reste de la Turquie sont des rapports de colonie à métropole : le Kurdistan fournit une réserve de matières premières dont l'exploitation ne rapporte pratiquement rien aux Kurdes, ainsi qu'un marché sans concurrence pour les produits manufacturés venus d'ailleurs.

Au Kurdistan Irakien

Le Kurdistan irakien couvre plus de 70 000 km² (17 % du territoire national) pour une population de plus de 3 millions de Kurdes (28 % des Irakiens). Il s'étend des sommets du Hasar-Rost (3727 m) jusqu'à Kirkouk, en passant par les plaines fertiles

d'Erbil (grenier kurde, connu depuis l'Antiquité).

Sa population est rurale à 55 %. Il n'y a plus de vrais nomades, mais existent encore des semi-nomades (0,5 %) qui habitent les villages en hiver et sillonnent la plaine à la belle saison. Les productions agricoles sont celles qu'on trouve dans tous les pays de cette partie du Moyen-Orient : tabac, céréales, bois, fruits, peaux, laine, viande de mouton et de chèvre, produits laitiers...

Le sous-sol contient du fer et du chrome qui ne sont pas exploités... Mais il y a surtout le pétrole contesté des régions de Kirkouk et de Mossoul : est-il kurde comme les Kurdes l'affirment ? Le gouvernement de Bagdad le nie, car la constitution d'une entité nationale kurde viable exigerait alors l'intégration en son sein de ces régions pétrolifères et priverait l'Irak de sa principale source de revenus : ce serait pour lui un suicide économique dont le gouvernement ne peut même pas envisager l'hypothèse.

Au Kurdistan Iranien

Les quelque 5 millions de Kurdes iraniens constituent 16 % de la population totale du pays, mais n'occupent que 7 % environ du territoire national, soit à peu près 120 000 km².

Réforme agraire Insuffisante

Autrefois (et jusqu'au début du XX^e siècle), les souverains assignaient la terre en propriété collective aux tribus; mais les chefs l'exploitaient en maîtres féodaux, la considérant comme leur propriété personnelle et la distribuant à quelques vassaux. C'est ainsi qu'en 1960, soixante pour cent des terres (sous forme de propriétés de plus de 300 ha) étaient aux mains de 0,3 % de la population, alors que 72 % des paysans travaillaient sur des terres en location, quand ils n'y étaient pas simplement ouvriers agricoles (10 %).

A partir de 1960, la réforme agraire a fait disparaître les grands propriétaires. Ceux qui possédaient de 30 à 50 ha (0,6 % de la population) ont échappé à la loi et ont gardé leurs biens. Les petits propriétaires (de 5 à 20 ha) sont passés de 1,5 à 2,5 % de la population rurale et ceux qui n'avaient que de 1 à 3 ha sont passés de 3 à 32 %. Mais la moitié du monde rural reste constituée de paysans sans terre, dans les rangs desquels le nombre des simples ouvriers agricoles a encore augmenté.

Mis sur la touche

Quant au sous-sol du Kurdistan iranien, il est riche mais peu exploité. Dans la région de Kermanschah, le



Sanandaj (76 000 habitants), capitale de la province iranienne du Kurdistan : on y travaille la laine des innombrables moutons qui sillonnent la région.

La lente procession des troupeaux sur les sentiers de transhumance... ➔





Malaxés avec de la paille, les excréments du bétail seront utilisés comme combustible.

Les tentes des nomades se font rares sur les hauts plateaux kurdes... ce qui n'a pas hélas! entraîné l'heureuse stabilisation du peuple. ➔

gouvernement du chah ainsi que les grandes compagnies occidentales n'exploitaient qu'à peine un million de tonnes de pétrole, juste de quoi satisfaire la demande locale. Même discrimination au plan industriel: la vaste industrialisation introduite sous le régime du chah dans plusieurs régions du pays a très peu touché le Kurdistan; celui-ci n'a vu s'implanter sur son sol aucune des dizaines d'entreprises industrielles iraniennes importantes. Quant à l'infrastructure, un seul chemin de fer stratégique relie l'Iran à la Turquie à travers le Kurdistan, dont le Nord et le Sud vont être joints par une route asphaltée (une première sur le sol kurde!), actuellement en construction le long de la frontière irakienne.

Sur le plan social, le sous-proléariat urbain s'accroît fortement, à la suite d'un exode rural qui ne cesse de grossir la masse des chômeurs dans des villes n'offrant qu'un nombre très limité d'emplois industriels, étant donné le manque d'envergure des entreprises. Et les «heureux» qui décrochent ces emplois ne sortent pas pour autant de la misère: leurs salaires restent très bas, malgré une moyenne de 54 heures de travail par semaine. Ils continuent donc à s'entasser à 5 ou

6 personnes dans une seule pièce (c'est le cas de la moitié des familles citadines), sans électricité ni eau potable... A noter pourtant que s'accroît dans les villes kurdes une classe moyenne composée d'employés de l'administration et des services publics, classe moyenne qui prend de l'importance économiquement et socialement.

En fin de compte, dans un Iran resté sous-développé malgré le «développement» (au profit d'une minorité) constaté sous le régime du chah, le Kurdistan constitue la région la plus défavorisée. Il n'a presque pas profité de l'augmentation du revenu national dû aux profits pétroliers accrus des dernières années, et la bourgeoisie industrielle kurde ne comprend que quelques familles.

Au Kurdistan syrien

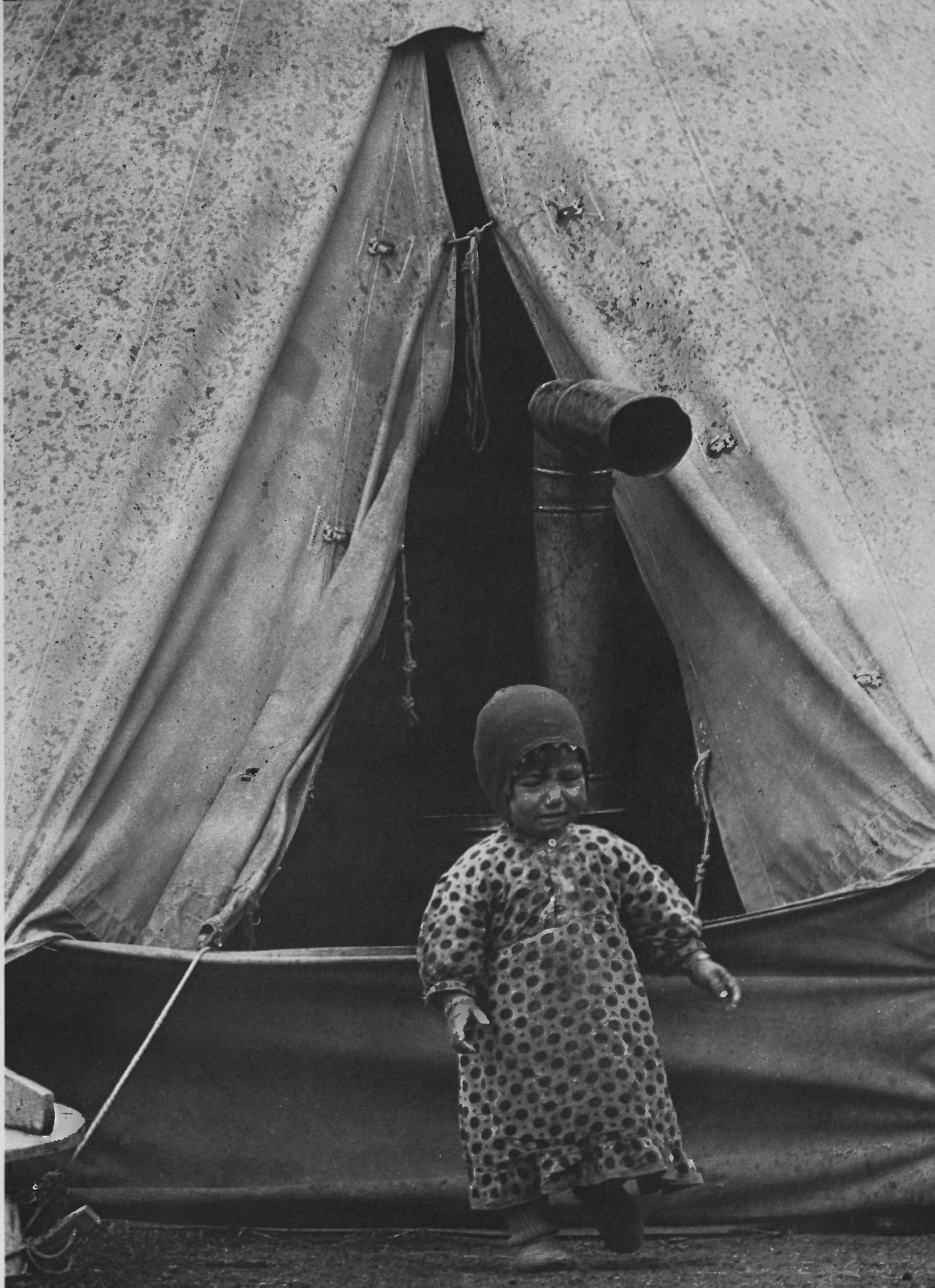
Les Kurdes de Syrie (environ 800 000) constituent 11% de la population syrienne. Ils sont groupés en des territoires ponctuels, où ils vivent mêlés à d'autres ethnies (Arabes, Arméniens, Assyriens, Araméens). A l'époque ottomane, les Kurdes pasteurs de brebis étaient nomades (ou du moins semi-nomades) comme l'étaient les Arabes,

grands éleveurs de chameaux; mais, à partir de 1920, les tribus kurdes se renforcèrent de paysans montagnards et de citadins qui fuyaient le Kurdistan turc après l'échec des révoltes contre Mustafa Kemal: les nomades kurdes se sédentarisèrent et, en quelques décennies, ceux de la Djazira firent de leur région l'actuel grenier à blé de la Syrie.

Dans l'ensemble toutefois, les Kurdes syriens sont des paysans aux activités rurales restées classiques: cultures de subsistance, élevages de moutons et de chèvres, production laitière, tissage, exportation d'huile d'olive et de charbon de bois. Notons cependant que 20% d'entre eux vivent de petit commerce et d'artisanat dans six petites villes de 8000 à 40 000 habitants.

*

Des gens pauvres dans un pays aux riches potentialités: ainsi pourrait-on schématiser la situation économique des Kurdes au Kurdistan, quel que soit l'Etat auquel ils sont rattachés. C'est particulièrement vrai au plan agricole pour les Kurdes de Turquie et de Syrie, et aux plans minier et industriel pour ceux d'Irak et de nouveau ceux de Turquie. ■



IDENTITÉ CULTURELLE A SAUVEGARDER

Le peuple kurde a toujours refusé l'assimilation culturelle à laquelle ont voulu le contraindre les nations qui le dominaient et qui lui déniaient le droit d'être lui-même. Aujourd'hui, il exalte plus que jamais ses traditions, son folklore, sa littérature et son histoire nationale, se donnant un nouveau moyen — en plus des armes et de la diplomatie — d'affirmer sa personnalité. Ce mouvement culturel kurde rencontre des réactions diverses selon les États au sein desquels il se manifeste.

Les Kurdes « existent » bien !

Des gouvernements et des partis s'acharnent à minimiser systématiquement l'importance du peuple kurde et à le réduire à quelques tribus turbulentes, continuellement mécontentes, qui veulent imposer leur loi à leurs voisins et qu'il vaudrait mieux « mettre à la raison ».

Ainsi en Turquie, les instances officielles évitent de parler des Kurdes : on les appelle « Turcs de l'Est » ou « Turcs de la montagne ». En Irak, il arrive qu'on mette en doute l'appartenance des populations du Nord à l'ethnie kurde : « Comment prouver que ceux qu'on prétend Kurdes le sont en réalité ? ». En Syrie, Mohamed Taleb Hilal, chef de la police politique de la province de Djazira, a voulu, en 1963, « prouver scientifiquement et anthropologiquement »¹ que les Kurdes n'ont ni histoire, ni langue, ni civilisation.

Or, l'histoire est là : la lutte que les Kurdes ont menée durant plusieurs siècles pour ne pas être confondus avec d'autres et ne pas être dirigés par des pouvoirs politiques étrangers, n'est-elle pas suffisamment éloquente ? Plusieurs enquêtes constatent que les Kurdes possèdent une identité ethnique et culturelle propre : dès lors, pourquoi ceux qui se disent Kurdes, vivent comme des Kurdes et parlent une langue propre ne seraient-ils pas reconnus comme tels ? Par exemple, personne ne conteste l'arménité des Arméniens qui vivent en Turquie... et

qui oserait dénier l'appartenance à la nation française à ceux qui sont nés en France, parlent français, se disent français et sont reconnus comme tels par les autres Français, sous prétexte que leur patronyme a une consonance germanique ou slave ?

La première oppression culturelle a consisté à essayer de prouver que le peuple kurde n'existait pas.

Image déformée

Une autre forme d'oppression a été de répandre au sujet des Kurdes une image défavorable : celle d'un peuple chevaleresque, lyrique et romantique, mais surtout batailleur et sanguinaire. En 1759, dans l'Encyclopédie, Diderot qualifie les Kurdes de « féroces ». L'Allemand Karl May (1842-1912) les

présente, dans son *Durchs wilde Kurdistan* (« A travers le Kurdistan sauvage »), comme belliqueux, sanguinaires et barbares, en même temps que nobles, altiers et généreux.

On a dit aussi que le Kurde est une espèce de Prussien turbulent et toujours prêt à porter la guerre à ses voisins. En fait, il n'a jamais porté la guerre ailleurs que chez lui, parce qu'il a bien été obligé de se défendre contre ceux qui voulaient l'écraser. Son histoire a été continuellement marquée par la volonté des divers peuples voisins de le détruire comme peuple : il a été utilisé dans des campagnes à l'extérieur et, lorsqu'on n'a plus eu besoin de lui, on a cherché à l'anéantir... Les peuples montagnards sont en général assez rudes, mais avec le régime que les Kurdes ont dû subir durant des siècles, le peuple le plus doux de la terre ne serait-il pas devenu guerrier ?

Cette impression de bellicisme a encore été renforcée par le fait que, ces dernières années, les reporters se sont rendus au Kurdistan pendant que la guerre y sévissait ; il y a dix ans, le Kurdistan turc était zone militaire : on ne pouvait s'écarter des grand-routes ni prendre des photos... L'impression que les journalistes auraient rapportée en temps de paix eût été évidemment tout autre.

Richesses culturelles jalousement préservées

En se défendant, le peuple kurde a voulu protéger son identité culturelle, telle qu'il l'a exprimée à travers sa langue, son folklore, ses coutumes et sa littérature².

Langue très ancienne

Le kurde est une langue indo-européenne. Il appartient au groupe nord-ouest des langues iraniennes : c'est une langue sœur du persan, « et peut-être plus ancienne que lui » (J. de Morgan).

Il comprend actuellement trois dialectes : le *kurmandji* (utilisé par 60 % des Kurdes), le *sorani* (30 %) et le *louri-bakhtiyari* (10 %).

La plupart des Kurdes sont analphabètes. Au Kurdistan de Turquie, on en compte 72 % parmi les plus de 6 ans (contre 41 % dans le reste de la

¹ *Op. cit.* (voir page 22 de ce numéro).

² Pour la suite de cet article, nous nous sommes largement inspirés du livre de Joyce Brau : *Le problème kurde*, Publications du Centre pour l'Etude des Problèmes du Monde musulman, Bruxelles, 1963, pages 13-23.

Turquie); en 1975, sur les 18 universités et 157 écoles supérieures du pays, seulement une université (Erzurum), une faculté de médecine (Diyarbakir) et 4 instituts pédagogiques et techniques se trouvaient au Kurdistan.

Abondant folklore

L'« hypertrophie du folklore kurde » — dont parle O. Vilchevsky — s'explique en partie par l'analphabétisme de la population, mais surtout par son besoin de garder ses traditions, son identité culturelle, son âme en un mot (besoin d'autant plus ressenti que les tentatives pour les lui enlever n'ont pas manqué, et par quels moyens!).

Récits et légendes

Le folklore kurde est émaillé de danses, chants, récits, proverbes ayant pour thèmes les combats, la chasse, l'amour, etc. La volonté d'indépendance des Kurdes n'est-elle pas tout entière dans ce proverbe : « Renard en liberté vaut mieux que lion enchaîné » ?

Les histoires racontées dans les familles ou par les conteurs de passage alimentent la connaissance du passé et proposent des modèles de vie : récits exaltant la résistance aux Perses, aux Arabes, aux Mongols, aux Croisés, aux Turcs, etc.

Des récits de cosmogonie (se rapportant aux origines du monde) expriment la conception kurde de l'existence. Ainsi la légende de Bingol : « Un jour, il y a très longtemps de cela, un berger faisait paître ses moutons sur la montagne de Bingol... Il découvrit une source entourée d'arbres. Fatigué, il s'allongea à l'ombre d'un saule, puis vit trois serpents sortant d'un rocher et se dirigeant vers la source. Ils étaient couverts de plaies et se traînaient avec peine. Ils descendirent dans l'eau pour s'y baigner. Lorsqu'ils en sortirent, leurs corps ne portaient plus trace de blessure, et leur mine était rayonnante.

» Emerveillé, le berger se dit : « Voilà la source de la vie éternelle ». Il se rappela que son *agha* était cloué au lit depuis des années; il partit lui raconter ce qu'il venait de voir. Les gens du village firent un brancard et portèrent leur *agha* au sommet de Bingol, le cœur rempli d'espoir.

» Mais lorsque les serpents sortis de l'eau s'étaient glissés à travers les herbes et les pierres, des gouttes d'eau étaient tombées de leur corps; et chacune de ces gouttes avait donné nais-



Ci-dessus :
 joueur de fife au
 cours d'une fête
 populaire... Le Kurde
 est un troubadour-né :
 il berce son âme de
 rêve, il aime le
 chant et la danse, il
 célèbre l'amour, la
 nature, les saisons,
 la guerre (car il
 pense que l'avenir
 appartient à ceux qui
 savent lutter).



Ecole dans le
 Kurdistan... La
 plupart des Kurdes
 sont analphabètes.
 L'enseignement de leur
 langue reste interdit,
 sauf en Union
 soviétique et dans la
 région autonome du
 Kurdistan irakien.

sance à une nouvelle source. A l'arrivée du cortège venu du village, la plate-forme de la montagne s'était entièrement couverte de sources et de lacs. Le berger chercha longtemps la « source de la vie éternelle ». Allant de l'une à l'autre, il ne put la trouver. Découragé, il se laissa tomber sur un rocher en soupirant : « C'est Bingol, » c'est mille lacs. Comment saurai-je lequel est la source de la vie éternelle ? » Celle-ci ne fut jamais découverte et personne ne put en boire ni s'y baigner... »

Certains mélodrames évoquent la fin des temps : « On dit que c'est la fin du monde; terre et ciel se sont entrechoqués, les fleurs d'iris sont desséchées... Lorsque le Très-Haut détruira le monde et lorsqu'il apportera le cahier du bien et du mal que j'ai fait et le lira devant la terre, l'univers et les anges, malheur à moi qui serai sans refuge ! Lorsqu'il me traînera à l'audience, comment lui répondre de mon âme pour l'amour de Dieu et des hommes ? »

Hommages à la femme

Bien des poèmes kurdes ont été composés par des femmes exprimant les sentiments qui les animent. Une jeune fille, par exemple, chantera à sa mère : « Ma chère mère, ma tendre mère, je ne veux pas d'un héros, il n'y a pas de héros. Je ne veux pas d'un noble, un noble est tyrannique ! Je ne veux pas d'un *cheikh*, son costume brille, mais son cœur est noir comme le fond d'une casserole ! Je ne veux pas d'un pâtre, son pantalon est plein de boue ! Je ne veux pas d'un bouvier dont la plante des pieds est gercée ! Je ne veux pas d'un savant qui barbouille avec l'encre et la plume et s'en montre très fier ! Je ne veux pas d'un riche : sa fortune est la plaie de son cœur ! Je ne veux pas d'un pauvre qui n'ose regarder en face ! Ma mère, ma tendre mère, je veux suivre le chemin de ma promesse, je veux celui que j'aime. »

Il est intéressant de relever que dans la société kurde, qui appartient à l'ère de culture islamique, la femme occupe une place privilégiée. Plusieurs proverbes en témoignent : « Le lion est un lion, qu'il soit mâle ou femelle » ; « La femme est une citadelle, l'homme le prisonnier ». Au Kurdistan, « les femmes ne se voilent pas le visage. Dans la foule, elles se mêlent aux hommes et dans une conversation commune, elles ont toujours leur mot à dire » (B. Nikitine). « Les mariages sont tou-

jours précédés d'une cour de la part du prétendant. Les sentiments romantiques règnent largement dans le cœur des Kurdes » (Soane).

Fêtes coutumières

Le *Neuroz* ou Nouvel An (qui se situe au 21 mars de nos calendriers) coïncide avec le renouvellement de la nature : il est fêté par des chants et des danses. Cette tradition remonte aux temps mythiques : le despote Dehock est renversé par le forgeron Kaveh qui ainsi libère le peuple. Ce nouvel an est souvent fêté dans la clandestinité, car il symbolise la lutte contre les oppresseurs.

Les coutumes qui entourent le mariage sont observées par tout le village : joie, plaisanteries, cortèges... trois jours de fête au cours desquels hommes et femmes ne se séparent pas. En cas de refus de la part des parents de la jeune fille, le jeune amoureux, s'il obtient l'accord de sa belle, accompagné de ses frères, cousins et amis, tente de l'enlever. Les notables du pays interviennent; mais souvent cela se termine par un arrangement amical. Les craintes, les soucis, les frissons, les risques éprouvés unissent les jeunes cœurs dans un charme particulier : « Celui qui ne veut pas mourir sur le chemin qui conduit à sa bien-aimée est un malheureux », dit le proverbe.

Les Kurdes ont un grand respect pour les morts et honorent leur souvenir. Chaque endroit où a coulé le sang est indiqué par la pierre qu'y érige un ami du défunt; les passants y ajoutent d'autres pierres pour sauver pieusement les noms de l'oubli. Les cimetières sont soignés et entretenus.

On vénère les morts par un feu entretenu pendant trois jours dans la chambre mortuaire, puis pendant une semaine à côté du tombeau. Celui-ci est constitué par une colonne de 2 ou 3 mètres de haut sur laquelle on grave, pour un homme, des poignards, fusils, outils de travail, un aigle ou un cercle symbolisant le soleil; pour les femmes, des fleurs, des bracelets ou autres ornements féminins.

Œuvres littéraires

La langue kurde est parlée depuis des siècles, mais elle a été peu écrite. A partir du XIX^e siècle, des linguistes occidentaux ont entrepris de traduire et de diffuser des textes kurdes; aujourd'hui, ce sont des savants kurdes qui prennent la relève et poursuivent les travaux des grammairiens arabes.

Les pièces les plus anciennes de la littérature kurde sont des poésies chantées, chansons de geste, récits de chasse et déclarations amoureuses. Dès le VIII^e siècle, Baberakhi Hamezani écrivit en kurde les luttes de son peuple contre l'invasion arabe. Le X^e siècle a été dominé par Baba Tahir qui aurait composé la première grammaire kurde, ainsi qu'un récit de voyage à travers le Kurdistan et de nombreux poèmes. Les derniers siècles ont produit des épopées populaires et des poésies qui s'inspirent de la lutte pour se libérer du joug ottoman.

Il est intéressant de signaler qu'au XVI^e siècle, le sultan Huseyn, émir de Badhinan, possédait une bibliothèque de plus de 2000 manuscrits. En 1596, parut le « Cheref Nameh » qui reste, selon le kurdologue Vladimir Minorsky, « la base de nos connaissances de l'histoire kurde ».

Erzurum, ville du Kurdistan turc au riche passé culturel, comme en témoignent les monuments qui ont échappé à plusieurs séismes, notamment une medersa (école supérieure musulmane) du XII^e siècle et une mosquée du XVI^e : comme pour d'autres peuples de l'Asie antérieure, l'islam fut pour les Kurdes une grande force civilisatrice qui détermina pendant longtemps leur évolution sociale et politique. Erzurum abrite aujourd'hui une des 18 universités turques, l'une des deux universités établies au Kurdistan : l'autre se trouve à Souleimanié en Irak, mais son fonctionnement est loin d'être satisfaisant. Notons que tous les gouvernements qui régissent le Kurdistan rechignent à investir dans la scolarisation de cette région. ➡



Le mouvement culturel kurde au XX^e siècle

Au début de ce siècle, il existait déjà sept journaux et revues kurdes publiés à Istanbul, au Caire et à Bagdad... Après la première guerre mondiale, le mouvement culturel s'est diversifié : il nous faut donc envisager séparément son évolution en Turquie, Irak, Iran, Syrie et Union soviétique.

Etouffement en Turquie

En Turquie, la situation du mouvement culturel est des plus désastreuses.

En 1959, des députés d'origine kurde — appuyés par plusieurs intellectuels — demandèrent l'autorisation d'éditer un journal en langue kurde; on la leur refusa. Un mois plus tard, un recueil de chansons fut publié; l'éditeur fut traduit devant les tribunaux; mais, lorsque douze avocats se présentèrent pour le défendre, l'affaire fut classée de crainte de la voir utilisée à des fins politiques.

Légalement, seule est interdite l'importation de livres ou de disques en langue kurde; mais en fait, si quelqu'un publie quelque chose en kurde, il risque d'être poursuivi par la police et de voir son ouvrage saisi pour délit de « kurdisme », c'est-à-dire de séparatisme. Si l'une ou l'autre œuvre parvient à être éditée et vendue dans le pays, cela est dû uniquement à la tolérance des autorités locales; ainsi à Istanbul, on est plus libéral que dans l'Est où les quelques essais de publication de journaux ont dû être interrompus soit par manque de moyens, soit surtout en raison des tracasseries policières.

La politique d'assimilation s'est exercée de diverses manières. On est allé jusqu'à diffuser, sur les réseaux de radio à destination des Turcs émigrés en Europe, des chants d'origine kurde en les traduisant et en les présentant aux auditeurs comme étant typiquement turcs.

Signalons encore qu'en Turquie — comme d'ailleurs en Iran et en Irak — la pression sociale a poussé des intellectuels à utiliser d'autres langues. Ainsi à Istanbul, celui qui parle kurde est un porte-faix ou un balayeur de rues; on est très étonné de rencontrer des gens « bien » qui parlent cette langue : « Nous étions très minorisés comme kurdes; on s'étonnait de voir

des gens cultivés qui soient kurdes », disait un universitaire.

Un des plus grands écrivains turcs, Yashar Kemal, est kurde; mais sa contribution à sa langue maternelle est faible. Quelques allusions seulement : il raconte, par exemple, que passant dans l'Est il interroge un homme qui lui répond en kurde, et il transcrit sa réponse. Le jeune Turc qui lit ce passage peut se rendre compte qu'il existe dans son pays des gens qui parlent kurde et ne connaissent pas le turc. Comme Yashar Kemal, beaucoup d'auteurs kurdes ont contribué à promouvoir les langues des nations dominantes, plus que la leur, trop déconsidérée.

Epanouissement relatif en Irak

En Irak, dans les centres de Soleimanié et de Bagdad, divers périodiques kurdes ont paru à partir des années 1920... Jusqu'en 1958, on y évitait toute allusion aux problèmes d'actualité; le nationalisme kurde ne s'y décelait qu'à l'accent de certaines phrases et aux fréquents rappels des fastes du passé. Dès qu'on put jouir de la liberté d'expression en août 1958, on cessa de dissimuler les aspirations nationales.

Actuellement, dans le cadre de l'autonomie très restreinte accordée en 1970, la liberté culturelle est garantie. Mais l'université de Soleimanié ne fonctionne pas dans des conditions comparables à celles des autres; elle existe cependant, et le kurde est la seconde langue officielle du pays.

Bribes en Iran

En Iran, la situation de la littérature écrite et de l'enseignement en langue kurde n'est guère brillante. Le gouvernement poursuit sa politique d'assimilation... Il y a peu d'écoles primaires kurdes, mais une chaire de kurde a été créée à l'université de Téhéran.

Retour aux sources en Syrie

En Syrie, le mouvement culturel n'a pris une assez grande importance qu'après 1930 : les Kurdes éprouvèrent alors le besoin de consolider le

sentiment de leur communauté par la restauration et l'enseignement de leur langue, et le développement de la littérature populaire. L'organe de ce retour aux sources a été la revue *Hawar* (« L'Appel ») qui utilisa un alphabet kurde en caractères latins et permit d'unifier le dialecte *kurmandji*. Un des fondateurs traduisit en kurde le Coran, plus de 700 hadiths (sentences attribuées au fondateur de l'islam), les Evangiles de Luc et de Jean, les Proverbes de Salomon, etc.

Autour de la revue, se constitua un groupe de jeunes écrivains et de poètes de talent.

Vitalité en U.R.S.S.

C'est sans doute sur le plan culturel que les diverses colonies kurdes d'Union soviétique, séparées par des distances considérables et insérées dans des contextes souvent différents, ont réalisé les progrès les plus remarquables.

Parmi ceux-ci, il faut signaler la liquidation totale de l'analphabétisme dès la fin des années 1930 (alors qu'en 1918, le pourcentage des Kurdes lettrés n'atteignait pas 1 %). Un effort considérable fut déployé pour scolariser les enfants (la scolarité obligatoire est actuellement de dix ans) et apprendre aux adultes à lire et à écrire. Cette bataille de l'instruction fut générale chez les Kurdes, bien que menée avec des moyens différents en ce qui concerne les langues utilisées (kurde, turkmène, azerbaïdjanais, russe, arménien, géorgien), l'écriture (caractères cyrilliques, arméniens, latins), le nombre et la qualité des publications, etc.

Aujourd'hui en Arménie et en Géorgie — et, dans une certaine mesure, au Kazakhstan et en Kirghizie — les droits culturels sont reconnus aux Kurdes : l'enseignement se fait en leur langue dans les villages où ils sont majoritaires. A Erivan (Arménie), un journal tire à 5000 exemplaires et, depuis 1956, la radio diffuse des émissions en kurde qui sont suivies dans l'ensemble du Kurdistan et représentent un facteur de cohésion pour toute la communauté kurde soviétique. Il convient enfin de souligner que les travaux des kurdologues de Leningrad, Moscou et Erivan présentent le plus grand intérêt pour l'étude de l'histoire, de la langue et de la littérature kurdes. ■

RELIGIONS ET CROYANCES AU COURS DES SIÈCLES

Les Kurdes constituent une fraction relativement importante du monde musulman. Encastrés entre l'Iran chiite, la Turquie plus ou moins laïcisée, l'Irak et la Syrie sunnites, ils pratiquent un islam particulier marqué par le mysticisme qu'entretiennent les confréries et les sectes. Le Kurdistan abrite aussi de très anciennes minorités chrétiennes, qui connurent une histoire mouvementée et qui pâtièrent aujourd'hui de contextes politiques dont elles ne sont pas responsables.

Période pré-islamique

Emprunts à la Perse

Selon les Kurdes, leurs ancêtres pratiquaient, comme les anciens Perses, le mazdéisme ou culte du dieu Ahura-Mazda, le « Seigneur Sage ». Ils adoraient aussi d'autres divinités ainsi que les forces de la nature, offrant aux dieux des sacrifices sanglants par l'intermédiaire des mages (institution d'origine probablement médique) qui formaient des confréries dotées de privilèges héréditaires d'ordre politique et religieux; ces mages célébraient leurs cérémonies en plein air et possédaient quelques temples en forme de tour carrée avec une chambre surélevée où ils entretenaient le feu sacré.

Le mazdéisme fut réformé par Zarathoustra (Zoroastre en français; Zerdest en kurde) qui aurait vécu au Kurdistan de 660 à 583 avant J.-C. Sa prédication est conservée dans certains passages de l'*Avesta*, le livre sacré des Parsis (mazdéens vivant actuellement en Inde). Zarathoustra rejeta les sacrifices sanglants mais conserva le sacrifice du feu, symbole de lumière, de justice et de lutte contre les forces du mal. Le zoroastrisme devint la religion officielle de la Perse sous les Sassanides qui régnèrent de 224 à 652 de notre ère; il fut ensuite supplanté par l'islam... Mais entre-temps, également dans le contexte persan, le christianisme était apparu au Kurdistan.

Floraison du christianisme

Certains historiens pensent que des Kurdes se sont convertis au christianisme vers la fin du III^e siècle et que plusieurs d'entre eux figuraient parmi les « martyrs de Perse » mis à mort sous l'empereur Sapor (Chaphûr) I^{er} (309-379) à l'instigation des prêtres (mages) de la religion de Zoroastre.

Très tôt en effet, l'Évangile s'était propagé d'Antioche (l'actuelle Antakya, Turquie) vers la Perse. L'apôtre de ces régions, selon la tradition, aurait été saint Thomas. Il est certain qu'à la fin du II^e siècle, Edesse — l'actuelle Ourfa, dans le Kurdistan turc — devint un centre de rayonnement chrétien et

joua un rôle important dans l'évangélisation de la Mésopotamie et, partiellement, de la Perse où un évêché fut organisé à la fin du III^e siècle à Séleucie-Ctésiphon (un peu au sud de l'actuelle Bagdad).

En 410, des évêques du Kurdistan assistèrent au synode de Séleucie. En 486, le patriarche Acace réunit un synode à Beit-Adhré, en plein Kurdistan.

A travers les épreuves, la vie chrétienne progressa et s'épanouit en vie monastique comme en témoignent les actes des martyrs qui font souvent mention des « fils et des filles du pacte », consacrés à Dieu, vivant dans le célibat, s'adonnant à la prière, à la lecture, à l'étude et au jeûne. Le Kurdistan iranien fournissait des « déserts » en abondance aux ermites désireux de vivre dans la solitude. Une légende veut qu'un moine égyptien, Eugène, vint y organiser la vie monastique. Quoi qu'il en soit, de nombreux couvents s'y élevèrent et devinrent des pépinières de théologiens et de patriarches; ils se maintinrent, même après la venue de l'islam, plus ou moins florissants, jusqu'à l'invasion des Mongols (XIII^e siècle) qui, plus que les Arabes, furent responsables de leur décadence et de leur disparition (très peu subsistent encore de nos jours).

Les « adorateurs du feu » passent à l'islam

La chute de la dynastie perse des Sassanides en 652, s'ajoutant à bien des motifs d'ordre économique et social, favorisa le passage des « adorateurs du feu » à la religion des envahisseurs arabes.

Les élites kurdes — princes, historiens, savants, juristes — firent preuve d'un réel zèle pour l'islam, mais la masse n'a jamais été très fervente: si le Kurde moyen n'omettait jamais de faire circoncire ses fils, il était moins strict dans l'accomplissement des prières,

l'observation du Ramadan ou du pèlerinage à La Mecque.

Evidemment, l'usage de l'arabe — langue du Coran et de la prière rituelle — était un handicap pour les gens peu instruits. Mais si les Kurdes dévots ne comprenaient pas grand-chose aux cérémonies officielles des mosquées, ils se rattrapaient dans l'enseignement mystique des confréries qui s'introduisirent chez eux dès le XII^e siècle et firent de nombreux adeptes. Il y avait en effet chez les *soufis* (mystiques

musulmans) une méthode d'exaltation de l'homme, une culture de l'enthousiasme, un développement à la fois lyrique et héroïque de la personne qui n'étaient pas sans séduire le riche tempérament kurde.

Confréries mystiques...

Les *soufis* ne se contentaient pas d'étudier le Coran par cœur et d'en extraire une théologie et des préceptes moraux : ils voulaient, au-delà de la connaissance abstraite ou juridique, se recueillir et, au moyen de l'ascèse, atteindre l'extase et l'union à Dieu. Ils étaient organisés en confréries qui se distinguaient les unes des autres par certaines particularités rituelles plus que par leur doctrine.

La confrérie la plus ancienne — encore bien vivante aujourd'hui — est la Qadiriya fondée par le Kurde Abd-el Qadir al-Jilani (1078-1166), le saint le plus vénéré du monde musulman. Une autre confrérie — toujours vivante également — fut introduite au Kurdistan vers 1808 : celle des Naqshbendi, fondée au XII^e siècle au Turkestan. Ces deux confréries en vinrent à des rivalités qui ne restèrent pas toujours dans le domaine spéculatif, mais entraînèrent de véritables batailles. Les Naqshbendi sont aujourd'hui le groupe le plus répandu et le plus influent.

Signalons encore la confrérie des Tidjani : d'origine algérienne, elle essaima en Anatolie après 1925, quand le régime kémaliste eut supprimé les tribunaux musulmans et les confréries dans l'ensemble de la Turquie.

Ces confréries mystiques sont des

sociétés secrètes, initiatiques, fortement disciplinées et hiérarchisées : le *murid* (disciple, novice) doit une obéissance absolue à son *cheikh* (maître) dont il reçoit une part de l'influx spirituel (*baraka*).

Naguère, l'influence des *cheikhs* était immense dans les milieux populaires facilement impressionnables. Si quelqu'un éprouvait quelque remords pour avoir transgressé des lois naturelles élémentaires (vol, mensonge, meurtre), il allait se repentir auprès d'eux, faisait pénitence quelques jours, donnait quelque aumône et repartait apaisé. C'est eux que les mères allaient trouver quand leurs enfants tombaient malades. A eux aussi s'adressaient les jeunes filles qui craignaient de ne pas voir aboutir leur rêve d'amour. Les *cheikhs* avaient des remèdes pour tout, et leurs amulettes étaient plus efficaces encore que leurs conseils.

La confiance des *murids* envers les *cheikhs* dépassait parfois les limites du bon sens : aussi n'était-il pas rare de voir des *cheikhs* mal intentionnés abuser de la crédulité de leurs disciples ou s'en servir à leur profit pour se créer une clientèle politique. Des *cheikhs* ont appelé à la guerre sainte ou transformé des mouvements de réveil religieux en jacqueries sanglantes contre les *aghas* (chefs féodaux). Ils furent à l'origine de la plupart des mouvements insurrectionnels. Si l'on a parfois décelé quelque mouvement de fanatisme chez les Kurdes, c'est que leurs *cheikhs* les y excitaient.

Mais l'intrusion des *cheikhs* dans la politique, l'apparition d'illuminés plus ou moins excentriques qui se croyaient une vocation de réformateurs

religieux ou sociaux, la rivalité entre maîtres spirituels et autorités civiles, tout cela conduisit à la décadence du soufisme. La jeunesse instruite s'en détourna et se mit à chercher ailleurs des solutions à ses problèmes.

... toujours actives

Dans la Turquie actuelle plus ou moins laïcisée, nombre de villages possèdent des écoles coraniques où les enfants apprennent en arabe les rudiments de la religion. Certains *mollas* (lettrés, maîtres religieux) enseignent également les classiques de la littérature kurde, à l'insu des autorités. Ces « intellectuels » — ils sont souvent les seuls à savoir lire et écrire — jouent un rôle important dans la vie sociale et culturelle des campagnes. Il y a encore une douzaine d'années, ils vivaient des prestations en nature des villageois et du fruit de leur propre labeur (élevage, agriculture). En contact étroit avec la population rurale, dont ils connaissaient toutes les misères, ils ont joué dans les années 1950 et 1960 un rôle important pour la promotion sociale, défendant le peuple contre les exactions des autorités. C'est sans doute pour cela qu'à partir de 1965, le gouvernement d'Ankara les a remplacés par des *imams*-fonctionnaires formés dans les écoles gouvernementales. Ces derniers, bien rémunérés par l'Etat laïc, collaborent assez souvent avec les services de renseignement et assurent le relais idéologique du pouvoir dans les villages.

Quant aux confréries, elles connurent un regain d'activité en Turquie depuis l'avènement du régime pluri-



◀ Sanctuaire yezidi en Irak... Secte dévoyée de l'islam, les yezidis sont dits « adorateurs du diable ». Appellation impropre, si l'on en juge par cette prière qui est leur : « O Dieu, tu es, je ne suis pas ; tu es miséricordieux, je suis péché ; tu es maître du droit, je suis esclave. Tu n'as pas de mouvement et tu es multiple, tu n'as pas de stature et tu es élevé, tu n'as pas de voix et tu es la parole... »

Kurde musulman en prière... L'islam est la religion de 98 % des Kurdes. ▶



partiste en 1950. Les *cheikhs*, considérés comme pouvant grandement influencer l'électorat, ont fait l'objet d'égards particuliers des pouvoirs publics et des partis politiques. Plusieurs sont devenus députés au parlement. L'autorité politique qu'ils se sont ainsi acquise, s'ajoutant à leur ascendant spirituel et à leur pouvoir économique incontestable (certains sont aussi de gros propriétaires fonciers), ont considérablement renforcé leur emprise sur la paysannerie. Au fil des ans cependant, ce pouvoir s'est désagrégé par suite des mutations socio-économiques intervenues dans la société kurde. Devenus aux yeux des masses complices de l'autorité politique, les chefs religieux voient à présent leur pouvoir économique et spirituel contesté.

En Iran, où environ 25 % des Kurdes sont chiïtes, les *cheikhs* continuent à exercer une influence non négligeable. Comme en Turquie, les autorités iraniennes (au temps du chah) ont essayé d'accorder aux *mollas* un statut et un traitement, afin de les amener à servir les intérêts de l'Etat.

« Adorateurs du diable » et autres sectes

L'ignorance et le manque de direction doctrinale efficace ont conduit un certain nombre de Kurdes à sortir de l'orthodoxie islamique pour se constituer en sectes dissidentes.

La plus connue est celle des yezidis, entièrement kurde, et qui ne compte plus qu'environ 50 000 membres répartis en Irak, Syrie, Turquie et Union soviétique. Ils font remonter

leur origine à Yazid I^{er}, calife de 680 à 683, mais en réalité ils sont les survivants des disciples de *cheikh* Adi (1073-1163), *soufi* authentique et orthodoxe dont les sectateurs se laissèrent entraîner aux positions les plus extrémistes. En forçant certaines expressions des auteurs mystiques, ils en arrivèrent à avoir pour Satan une sorte de culte, ce qui les fit appeler improprement « adorateurs du diable ». En fait, ils ne l'adorent pas mais pensent que Satan verra un jour sa faute pardonnée et sera donc réhabilité : c'est pourquoi ils s'abstiennent de le maudire.

Autrefois très répandus en Syrie et même en Egypte, ils ne sont plus aujourd'hui qu'un groupe infime : leur religion mêlée de superstitions leur attira de nombreuses persécutions, aussi bien des Kurdes que des Turcs qui les ont finalement presque tous anéantis.

Il existe aussi plusieurs autres sectes plus ou moins syncrétistes et inspirées de l'extrémisme chiïte. La plus répandue (certains parlent d'un million d'adhérents parmi les Kurdes) est celle des *alewi* (alaouites) c'est-à-dire des adorateurs d'Ali, gendre et cousin divinisé du fondateur de l'islam. Dans les campagnes et les petites villes, existent des rivalités séculaires entre ces *alewi* et les sunnites qui les qualifient de *qizil bash* (« têtes rouges » en turc), voulant par ce terme dénigrer ces mauvais musulmans qui ne refusent pas de boire, révèrent aussi bien la Thora et les Evangiles que le Coran et fréquentent peu les mosquées. Dans les grandes villes cependant, la paix règne entre les deux communautés.

Les minorités chrétiennes

Aujourd'hui, le Kurdistan compte encore près de 100 000 chrétiens répartis principalement en deux Eglises longtemps considérées comme des « nations » : les Assyriens ou chrétiens nestoriens, environ 60 000 en Irak et en Iran; les Chaldéens, catholiques rattachés à Rome, environ 30 000 en Irak et quelques milliers ailleurs dans le Kurdistan¹.

Ces deux Eglises ont en commun une même langue : le syriaque (syriaque ancien pour la liturgie; plusieurs

dialectes — dont le soureth, proche de l'araméen parlé par le Christ — pour la vie de tous les jours).

Elles sont aussi liées par l'histoire qui a pour cadre l'axe évoqué plus haut : Syrie-Mésopotamie, Perse.

Eglise assyrienne

Au concile de Séleucie-Ctésiphon (410), l'évêque du lieu reçut le titre de *catholicos* (équivalent de patriarche) et devint primat de tout l'Orient (c'est-à-dire de la Perse). Epousant les querelles qui opposaient alors les empires romain et perse, il déclara son Eglise indépendante en 424 et l'appela « Eglise

de Perse » : ce fut l'Eglise syrienne « orientale » (par opposition à l'Eglise-mère d'Antioche, en Syrie « occidentale »).

A partir de 484, cette Eglise sera appelée « nestorienne », car elle adopta alors les idées de Nestorius, patriarche de Constantinople (condamné en 431).

Au temps des califes abassides (750-1259) dont la capitale était Bagdad, cette Eglise, sous l'influence du droit musulman, se constitua en nation propre — les « Assyriens » — réunie autour de son chef spirituel, avec une langue, une liturgie et un droit particuliers (le droit coranique ne s'appliquant qu'aux seuls musulmans).

Vers la fin du XIV^e siècle, sous la pression des Mongols musulmans en proie à une poussée de fanatisme, les Assyriens furent traqués, persécutés, décimés. Cent mille d'entre eux se réfugièrent au Kurdistan, dans le réduit imprenable des montagnes du Hakkari (au sud du lac de Van, en Turquie) et au sein des gorges dantesques du Grand Zab (Irak). Ils s'y organisèrent en régime théocratique, se répartissant en sept tribus commandées par des *maleks* (« rois » en arabe) qui s'ingéraient fréquemment dans les affaires de l'Eglise.

Ces Assyriens vécurent en bon voisinage avec les Kurdes qui se firent leurs protecteurs; à Hakkari, l'émir kurde (musulman) et le patriarche assyrien (chrétien) rendaient conjointement la justice et il arrivait même que l'un remplace l'autre en cas d'absence. A cette époque, la dignité patriarcale fut rendue héréditaire par voie de népotisme.

Aussi longtemps que le Kurdistan demeura hermétique à toute pénétration étrangère, ce petit peuple chrétien-musulman des montagnes, ignoré du reste du monde, vécut en paix (l'entente entre les deux groupes était moins bonne dans les plaines où les Assyriens vinrent s'établir). Cette situation dura jusqu'au XIX^e siècle.

Eglise chaldéenne

En 1551, le patriarche étant décédé, un groupe de fidèles refusa de reconnaître son neveu comme successeur; ils avaient leur propre candidat en la personne de Jean Sulaqa, supérieur du couvent d'Alqosh, au nord de Mossoul. Comme celui-ci ne pouvait être sacré sur place faute d'un nombre suffisant de prélats consécrateurs, il se rendit à Rome où il fit profession de foi

¹ Nous en avons longuement traité dans « Vivante Afrique », n° 253, novembre-décembre 1957 : *Les Eglises syriennes orientales* (épuisé).

en la primauté du pontife romain et fut sacré « patriarche d'Orient » : ce fut l'acte de naissance de l'Eglise dite des Chaldéens.

A son retour, Jean Sulaqa se fixa à Diyarbekir (dans le Kurdistan turc) où il fut assassiné en 1555. Son Eglise se développa surtout dans les plaines du Kurdistan, les hauteurs restant le fief des Assyriens.

De nombreuses vicissitudes marquèrent les siècles suivants : des patriarches chaldéens retournèrent à l'Eglise nestorienne et vice versa.

En 1830, l'Eglise chaldéenne s'organisa sous le patriarche Jean Hormizd qui reçut de Rome le titre de « patriarche chaldéen de Babylone », avec siège à Mossoul.

Eglises « étrangères »

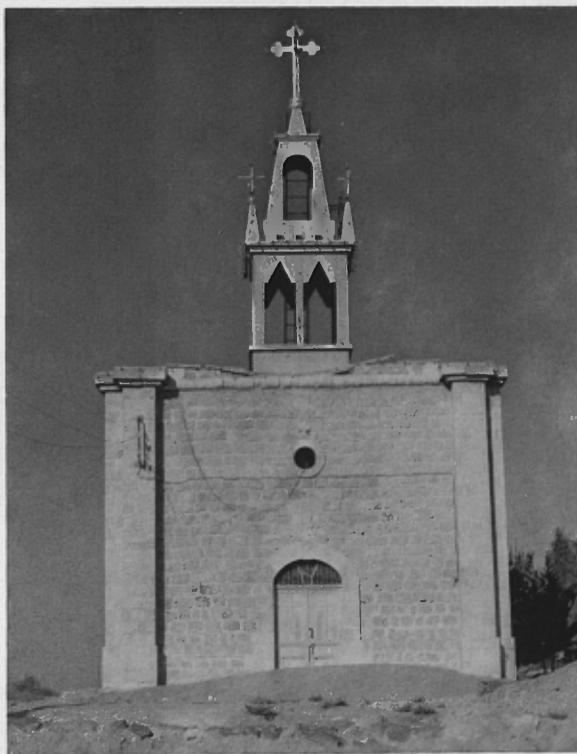
Le XIX^e siècle ouvrit des perspectives nouvelles. D'une part, les sultans ottomans qui jusque-là s'étaient peu souciés des habitants du haut Kurdistan, décidèrent de prendre directement en main les affaires locales : l'émirat de Hakkari fut supprimé. D'autre part, des missionnaires protestants anglais et américains vinrent s'établir chez les nestoriens : ils furent bien reçus, y compris par les Kurdes et les Chaldéens, car tous escomptaient la protection des puissances occidentales pour se libérer de l'oppression perse et ottomane.

A cette même époque, la Russie tsariste — qui cherchait à s'agrandir aux dépens de la Perse — occupa la région d'Ourmia (appelée aujourd'hui Rezaiyeh), en Iran, y favorisant les chrétiens et y persécutant les musulmans.

Mais les relations du patriarche nestorien avec les missionnaires anglais et américains furent bientôt regardées par les Kurdes comme une alliance dirigée contre eux. Dès lors, l'entente séculaire entre Assyriens et Kurdes se dégrada : plusieurs villages nestoriens furent mis à feu et à sang (50 000 victimes de 1843 à 1846).

Le troupeau dispersé

En 1909, les Russes ayant occupé de nouveau Ourmia et Tabriz (Nord de la Perse), les chrétiens firent cause commune avec eux et se mirent sous leur protection. Cela dura jusqu'en 1915, au moment où les Russes furent contraints par les Turcs de se retirer : 10 000, puis 35 000 Assyriens, pa-



Eglise nestorienne à El Haseke (Syrie).

Ci-dessous : Alqosh, dans le Kurdistan irakien, est le siège d'un évêché de rite chaldéen : les catholiques sont près de 40 000 dans cette région. Avant les événements de 1961-1975, il étaient groupés en 180 villages; mais 150 ont été détruits. Leur particularisme communautaire — national autant que religieux — les aida à maintenir leur foi à travers les vicissitudes de l'histoire.





triarche en tête, tentèrent de rejoindre les Russes dans leur retraite (quelques-uns se réfugièrent dans les missions anglaises et américaines) : un tiers d'entre eux périrent au cours de leur fuite. Peu de temps après, les Russes regagnant du terrain, ce furent les Kurdes qui en pâtirent. Mais les troupes russes se retirèrent définitivement en 1917 (Révolution d'octobre) : des chrétiens les suivirent, d'autres rejoignirent les colonnes britanniques et furent acheminés sur l'Irak, semant leurs morts en chemin; d'autres encore résistèrent, mais furent massacrés ou déportés par les Turcs et les Kurdes. Le patriarche nestorien fut tué par un Kurde le 25 février 1918, sur ordre du gouverneur perse de Tabriz.

Parmi les Assyriens amenés de Turquie en Irak, beaucoup s'engagèrent dans l'armée britannique qui les utilisa, notamment contre les Kurdes. Les Anglais — qui appelaient les Assyriens « notre plus petit allié » — avaient promis de leur créer un Etat autonome dans leur habitat ancestral; mais, prétextant que leurs protégés — aigris et mal dirigés par un patriarche jeune et présomptueux — se montraient trop attachés à des formes médiévales d'organisation, ils les abandonnèrent à leur destin : en 1925, le Hakkiari fut rattaché à la Turquie par la Société des Nations, et la Mésopotamie à l'Irak.

Aussi, la levée du protectorat britannique en 1932 suscita-t-elle la plus grande inquiétude chez les Assyriens (comme d'ailleurs chez les autres minorités). A l'instigation de leur patriarche, ils ne voulurent pas envisager d'autre solution que l'établissement d'un territoire d'un seul tenant et pratiquement autonome, où ils entendaient remettre sur pied l'organisation qu'ils avaient connue sous l'empire ottoman. Comme le gouvernement irakien refusait toute concession en ce sens, les plus énergiques des Assyriens passèrent en Syrie (alors sous mandat français) en 1933. Comprenant bientôt que cette aventure ne fournirait pas une solution à leur problème, les émigrants tentèrent de rentrer en Irak et se heurtèrent à un détachement de soldats réguliers qu'ils défirent complètement. Dans les jours qui suivirent, de paisibles familles assyriennes réfugiées dans le nord de l'Irak et qui

n'étaient pour rien dans l'aventure des émigrants, furent sauvagement massacrés. Les autorités affirmèrent que ces sévices avaient été uniquement le fait d'éléments kurdes et arabes qui avaient un instant échappé à leur contrôle, mais elles empêchèrent toute enquête internationale à ce sujet.

Ces déplorables événements émuèrent le monde occidental, particulièrement l'opinion anglo-saxonne et française (il s'ensuivit une très grande réserve de la part de la France à l'égard des projets d'émancipation de la Syrie). Quant aux Assyriens et aux Chaldéens d'Irak, convaincus de l'impossibilité d'accorder jamais le moindre crédit à un gouvernement arabe ou de compter sur la solidarité de l'Occident, beaucoup se dispersèrent en Syrie, au Liban, en Egypte, en France, en Angleterre et aux Etats-Unis.

Au cours de ces événements, les Chaldéens partagèrent le sort de leurs coreligionnaires : de 100 000 en 1914, leur nombre descendit à 43 000 en 1932... Ils ont actuellement cinq diocèses dans le Kurdistan irakien : leurs prêtres sont formés au séminaire de Bagdad où réside leur patriarche. Dans les monastères, les vocations sont rares : les moines valides desservent des paroisses, et des religieuses dominicaines irakiennes tiennent des écoles et exercent un ministère pastoral. Le concile Vatican II a eu peu d'impact dans cette Eglise, excepté auprès de quelques prêtres et laïcs disposés à assumer leurs responsabilités. Des Chaldéens se trouvent également aux Kurdistans iranien, turc et syrien.

Quant aux Assyriens, ceux d'Irak sont divisés en deux patriarchats rivaux (un des patriarches réside aux Etats-Unis).

A l'abri de l'anonymat urbain

Les Assyro-Chaldéens installés au Kurdistan irakien par les Anglais n'ont jamais été fort intégrés au milieu kurde (d'ailleurs 99 % d'entre eux affirment ne pas être Kurdes). Ils étaient généralement propriétaires de leurs terres alors que les musulmans étaient soumis au servage et travaillaient pour leurs *aghas* (chefs féodaux). Ils parlaient syriaque plutôt que kurde et avaient de nombreuses relations dans les villes où travaillaient la moitié des habitants de leurs villages comme commerçants ou fonctionnaires : grâce à ces relations, ils étaient plus riches et

s'étaient dotés assez tôt de services sociaux tels qu'hôpitaux ou écoles. Faute de pouvoir s'imposer par le nombre, ils avaient toujours cherché à être les premiers sur le plan culturel.

Ces particularités ont cantonné les chrétiens plus ou moins en marge de la vie sociale kurde. Aussi, se sentant peu concernés par la guerre qui opposa les Kurdes à Bagdad de 1961 à 1975, beaucoup d'entre eux ont fui leurs terres et ont émigré dans les villes (Mossoul, Bagdad), essayant de trouver un logement chez leurs parents ou amis. Des villages entiers du Kurdistan se sont ainsi vidés, tandis que la capitale s'est enflée de nouveaux quartiers habités presque entièrement par les 200 000 chrétiens réfugiés du Nord. De la tolérance et de l'anonymat de la grande cité, ils attendaient la même protection que leur offraient naguère les montagnes kurdes.

Cet exode se poursuivit après la fin de la guerre, notamment dans la région de Zakho. Après la défaite de Barzani en mars 1975, beaucoup de ses partisans se réfugièrent dans la Syrie toute proche d'où ils opérèrent des razzias dans le Kurdistan irakien. Pour mettre fin à ces infiltrations, le gouvernement de Bagdad fit évacuer un certain nombre de villages le long de la frontière syrienne, où les chrétiens étaient en assez grand nombre. La population dut se replier sur Zakho où un plan d'industrialisation avait été prévu depuis longtemps mais n'avait pas pu démarrer en raison des hostilités. Privés de leurs terres, les chrétiens, cultivateurs, connurent une situation de plus en plus précaire, alors que les musulmans, éleveurs en majorité, trouvaient facilement des terrains de parcours pour leur bétail.

En outre, dans plusieurs villages évacués d'office, le gouvernement a installé des Arabes musulmans, ce qui fit penser à la population chrétienne qu'on visait à arabiser et à islamiser leur terre natale. Là-dessus, s'est greffée la guerre civile du Liban durant laquelle, faute de pouvoir régler leur compte aux phalangistes de Beyrouth, les musulmans d'Irak du Nord s'en sont pris à leurs proches voisins chrétiens qui n'en pouvaient mais, semant chez eux la panique... Tout cela créa chez les chrétiens de toutes confessions une psychose d'émigration : au cours de 1976, plusieurs milliers d'entre eux ont gagné les pays scandinaves, l'Angleterre, l'Australie, le Canada, et surtout les Etats-Unis. ■

◀ Danse à l'occasion d'un mariage chez des catholiques de rite chaldéen.

Sélection

PAKISTAN : LÉGISLATION ISLAMIQUE

Le 10 février 1979, le général Zia-ul-Haq, président de la République et chef de la loi martiale, a promulgué officiellement la nouvelle législation islamique *Nizam-i-Islam*.

La cérémonie s'est déroulée dans les salons de l'Assemblée nationale d'Islamabad, la capitale, en présence des plus hautes autorités. Le prononce apostolique, Mgr G. Einaudi et l'évêque de Rawalpindi, Mgr S. Pereira, figuraient également parmi les invités.

Rigueur islamique

La nouvelle législation vise à inscrire les principes islamiques dans la vie, et particulièrement dans les domaines de l'éducation, de l'économie et de la codification pénale.

En ce qui concerne l'éducation, le Président a annoncé le changement des méthodes d'instruction scolaire en donnant la priorité à la langue nationale, l'*Urdu*; l'anglais sera la deuxième langue. Est prévue la création d'une faculté d'islamologie à l'université d'Islamabad.

Dans le domaine économique, les décisions les plus marquantes concernent la création de deux fonds en vue de la promotion sociale. Le premier, appelé *Zakat*, s'élèvera à 225 millions de dollars; il reçoit les aides généreuses des riches pays arabes, mais également la contribution des Pakistanais (2,5 % de leurs revenus). Le second fonds (*Ushr*) sera constitué par le moyen d'une taxe de 10 % sur les produits agricoles.

Les minorités (non islamiques) seront exemptes de ces taxes en faveur des deux fonds.

Quant à l'application des lois pénales islamiques, elle aura un effet immédiat pour ce qui concerne les boissons alcoolisées, le vol, l'adultère et la diffamation : toutes mesures qui réintroduisent la rigueur traditionnelle des lois coraniques.

Commentaires d'un chrétien

Le docteur A. M. Narkat écrivit aussitôt un commentaire de la nouvelle législation dans la revue théologique du Centre chrétien d'études de Rawalpindi : « Quoique cette législation regarde surtout les musulmans du Pakistan, les chrétiens et les autres minorités ne peuvent s'en désintéresser totalement.

» Le Président a lui-même affirmé à plusieurs reprises que nous sommes tous Pakistanais, indépendamment de notre foi religieuse. Il s'agit de savoir dans quelle mesure les minorités auront à participer à cette islamisation de l'ordre politique.

» Si la communauté majoritaire n'agit pas avec le sens de la justice et de l'équité, il est douteux que les minorités puissent bénéficier des droits de l'homme, tels que le Pakistan a promis, devant les Nations Unies, de les respecter.

» Même si l'on peut se demander dans quelle mesure ce processus d'islamisation consolidera l'unité de la nation, l'Eglise ne peut que coopérer à tous les efforts en vue du renouveau personnel et social.

» Nous, chrétiens, nous ne pouvons rester indifférents à cette entreprise. Nous devons donner une réponse chrétienne. L'avenir des minorités pakistanaïses est en jeu. »

TIBET : VINGT ANS APRÈS

En février 1959, les Tibétains se révoltaient contre l'occupation chinoise, et le Dalaï Lama s'enfuyait vers l'Inde.

Le 26 février 1979, à l'occasion du nouvel an tibétain, l'agence *Chine Nouvelle* publie le communiqué suivant : « Le citoyen Ulanfu, membre de la Commission pour les nationalités, déclare devant 1700 personnalités réunies à Pékin, que c'est le vœu de tous, que les compatriotes tibétains résidant à l'étranger et le Dalaï Lama retournent aussitôt que possible au sein de leur patrie. »

Le lendemain, 27 février 1979, à Lhassa, même souhait des autorités chinoises de la « Région autonome du Tibet (*Xizang*, en chinois) » et également (ajoute *Chine Nouvelle*) de la part d'anciens membres du gouvernement du Dalaï Lama.

Or, celui-ci, âgé de 44 ans, réfugié en Inde au pied de l'Himalaya, montre la plus grande prudence à l'égard de ces appels.

Il a même demandé, le 10 mars 1979,

que soit organisé un plébiscite au Tibet, sous contrôle international.

Quatorze siècles de coexistence

Les Chinois, écrit le P. Trivière, se plaisent aujourd'hui à évoquer les liens séculaires qui les unissent aux Tibétains.

On connaît mal l'histoire de ceux-ci jusqu'en 630 après J.-C. : c'est alors qu'un chef énergique, le roi Songtsen Gampo, fondateur de Lhassa, réunit le Tibet sous son autorité; il pousse ses armées jusqu'au nord de l'Inde et étend sa suzeraineté sur le Yunnan chinois. Il épouse en 641 une infante chinoise, la célèbre princesse Wen Cheng de religion bouddhiste.

L'alliance de la famille royale du Tibet avec la cour chinoise des Tang ouvre à la Chine la route de Lhassa. Les pèlerins chinois se rendent aux lieux saints du bouddhisme (en Inde) en passant par Lhassa. C'est d'abord de la Chine, et non de l'Inde, que le Tibet reçoit le bouddhisme !

Mais pour contrebalancer l'influence chinoise, le roi Songtsen Gampo recherche l'influence indienne en prenant pour deuxième épouse une princesse népalaise de religion bouddhiste...

Le Tibet entre les puissances

Ce fut grâce au soutien de princes mongols que les chefs religieux du Tibet réussirent à fonder une théocratie.

Quelques années après l'installation du premier Dalaï Lama (1578), la dynastie chinoise des Tsing va renchérir sur les faveurs des empereurs mongols envers le Dalaï Lama.

Celui-ci est courtisé par la Chine, par l'Inde, et bientôt par... la Russie. Le Tibet est un point stratégique convoité. Plus tard, les Anglais parviendront, par un singulier traité, à rattacher le Tibet à l'empire des Indes.

Pendant tout ce temps, le Dalaï Lama, résidant à Lhassa, demeura le chef du Tibet tant au point de vue spirituel qu'au point de vue temporel.

Il a toujours surclassé le Panchen Lama, appelé (on ne sait pourquoi) « grand lama », qui résidait à Tachilumpo et incarnait une sorte de contre-pouvoir. Quand les tensions étaient trop grandes entre les deux pontifes, le Panchen Lama se réfugiait en Chine. Ce qui est encore le cas de nos jours.

Invasion chinoise

Alors que la Chine nationaliste n'avait pu exercer qu'une autorité nominale sur le Tibet, la Chine communiste décida de l'annexer.

En août 1950, le général Liu Poch'eng franchit la frontière, mais devra mettre un an pour atteindre Lhassa, tant la résistance tibétaine est farouche.

On sait ce que fut cette occupation. Des révoltes éclatèrent dès 1954; mais la révolte la plus importante fut celle de février 1959. Elle fut sévèrement matée. Commença alors un régime de terreur dont on trouve peu d'équivalents dans l'histoire.

« Le travail forcé, les impôts accablants, la persécution systématique des personnes, le pillage des biens particuliers et des monastères, ainsi que l'exécution de centaines de personnalités dirigeantes, telles sont les glorieuses réalisations de la domination chinoise au Tibet », devait déclarer le Dalaï Lama.

Entre-temps, selon l'agence *Chine Nouvelle*, le gouvernement de Pékin dépêchait au Tibet quatre mille travailleurs spécialisés en géologie : outre le charbon et le cuivre, le Tibet possède du chrome, lequel faisait cruellement défaut en Chine.

Les droits des Tibétains

Dans le cadre de son « Plan des quatre Modernisations », le ministre Teng Hsiao-ping insiste auprès du Dalaï Lama pour qu'il mette fin à son exil et regagne Lhassa.

Mais celui-ci a récemment déclaré : « Les Chinois ont utilisé les canons pour discipliner les Tibétains. Face à leur échec, ils utilisent aujourd'hui une autre méthode.

» La question principale est celle de

l'indépendance du Tibet. La question du Dalaï Lama est une autre question. Sans le Dalaï Lama, le Tibet peut devenir aussi une nation indépendante. Mais parce que le peuple tibétain a foi en moi aujourd'hui, je participe à la lutte populaire en tant que chef reconnu par le peuple.

» La Chine adresse une pressante invitation aux Tibétains réfugiés à l'étranger pour qu'ils reviennent dans leur patrie. Mais le vrai problème n'est pas celui des 100 000 réfugiés à l'étranger.

» Le vrai problème est celui des six millions de Tibétains et de leurs droits humains.

» Bien que la situation du Tibet se soit légèrement améliorée et bien que le vice-premier ministre Teng Hsiao-ping ait montré un certain courage en reconnaissant les fautes commises dans le passé, la question est de savoir quelle est la sincérité des Chinois et jusqu'où ira l'actuelle libéralisation. Dans tous les pays, on s'enthousiasme pour les droits de l'homme. Pourquoi les six millions de Tibétains en seraient-ils exclus? »

L'ÉGLISE AUX GALAPAGOS

L'archipel des Galapagos, province insulaire de l'Equateur, est situé dans l'océan Pacifique à un millier de kilomètres des côtes.

L'archipel tire son nom des tortues géantes (en espagnol *galapagos*) qui y pullulaient lors de sa découverte au XVII^e siècle; chacune des quarante-huit îles avait même son espèce particulière !

L'observation de ces tortues a mis Charles Darwin sur la voie de ses découvertes sur la sélection des espèces.

L'Unesco a installé une station bio-

logique dans l'île de Santa Cruz pour l'étude des espèces menacées : non seulement les tortues, mais aussi les iguanes, les albatros, les frégates et toute une faune insulaire qui a pu être importée par les bois flottés et les masses végétales amenées par les courants marins.

Autres raisons de l'intérêt porté par les savants à cet archipel : l'origine volcanique des îles et une grande variété de plantes très belles.

L'intérêt scientifique fait naître tout naturellement l'intérêt touristique...

Et les humains ?

Scules, quatre îles sont habitées. Le nombre des habitants s'élève à 5200; ce sont des métis équatoriens immigrés.

Ils vivent de l'agriculture (fruits en abondance, mais aussi maïs et café), de la pêche et de l'élevage de bétail importé.

Le manque de communication entre les îles renforce l'impression d'isolement. Les Équatoriens du continent, qu'ils soient militaires ou fonctionnaires, ne font que passer. Ils ne jouissent pas d'une grande sympathie auprès des sédentaires...

Situation religieuse

Presque tous les habitants des Galapagos sont catholiques. Mais ils n'ont à leur service qu'un personnel ecclésiastique très restreint : trois franciscains équatoriens, un prêtre espagnol

et six religieuses équatoriennes.

Avec l'aide de 54 instituteurs et institutrices, l'Église dirige trois écoles élémentaires et deux collèges d'enseignement moyen.

Un détail : lors des vacances annuelles, tous les instituteurs regagnent le continent !

Mais tout au long de l'année, l'Église assume une charge qui rend de grands services à la population dispersée : elle s'occupe de deux stations de radio.

La première s'appelle *La Voix de Santa Cruz* et diffuse surtout des informations, d'ordre profane ou religieux.

La seconde, nommée *La Voix des Galapagos*, donne des programmes d'animation chrétienne et de formation biblique.

Mais pour renouveler les programmes, les prêtres souhaitent vivement l'arrivée de collaborateurs laïcs compétents.

C'est la revanche d'un « petit », de souche rurale et semi-négroïde...

Les éléments positifs de la révolution sont noyés dans la détérioration de la situation économique et dans la répression gouvernementale contre les « opposants ». Un vent de folie souffle sur le pays : c'est la chasse aux enfants, la mutilation des jeunes filles, la torture des parents pour qu'ils livrent leurs fils, les charrettes d'adolescents que l'on conduit à la fosse commune...

On prête à Mengistu cette parole : « Un million de morts, ce n'est pas trop payé pour une révolution. »

En plus de l'effondrement intérieur, la menace est aux frontières : la Somalie a conquis presque tout l'Ogaden et la sécession érythréenne est sur le point de réussir.

Russes et Cubains

Un fait nouveau se produit : les Russes arrivent en masse. Une navette aérienne déverse « techniciens » soviétiques et armes lourdes. L'Ogaden est vite reconquis.

De leur côté, débarquent plus de dix mille Cubains : ils supervisent la sécurité à Addis-Abeba et mènent un combat efficace en Erythrée.

La révolution marxiste-léniniste est remise sur ses rails...

Chrétiens en déroute

Dès février 1976, les militaires ont destitué le patriarche Theophilos pour le remplacer par une personnalité plus souple.

Sur 26 millions d'Éthiopiens on comptait plus de deux cent mille clercs orthodoxes... Marquée par le mysticisme et le ritualisme, l'Église orthodoxe préconisait la charité individuelle, mais la justice sociale n'entraînait guère dans ses catégories.

Il n'y a pas de persécution au sens strict du terme, mais de multiples tracasseries et un contrôle absolu de l'État sur ce qui reste du clergé.

L'ÉTHIOPIE DES MILITAIRES

Le 12 septembre 1974, l'armée éthiopienne déposait l'empereur Haïlé Sélassié (il devait décéder en août 1975 dans l'indifférence générale).

Pendant les deux années qui ont suivi, une équipe hétérogène préside aux destinées du pays. Elle improvise, le 4 mars 1975, une révolution agraire qui va très loin : suppression de la propriété privée, abolition du fermage et du métayage, annulation des dettes des paysans.

Jusqu'à-là, 90 % de la terre appartenait à 10 % de la population, et 50 % des paysans travaillaient sur les terres d'autrui.

La déconsidération (et parfois même la disparition) des forces traditionnelles (police, pouvoir judiciaire et noblesse locale) créa un vide du pouvoir, rapi-

dement comblé par les étudiants militants et par les comités paysans.

On ignore le nombre des victimes de certains massacres de propriétaires; mais ce ne furent que des flambées locales et passagères.

Un seul chef

Régulièrement, les militaires procèdent à des purges au sein même du *Derg* (littéralement « comité »), organe suprême du pouvoir.

Le 3 février 1977, un triumvirat émerge, dont fait partie le lieutenant-colonel Mengistu Haïlé Mariam. En novembre de la même année, il se débarrasse de ses deux collègues et se dresse comme le seul maître de l'Éthiopie.

RAPTIM vous propose...

une escapade à deux pas de chez vous

PARIS A LA CARTE	à partir de	FB 1860
3 jours à BERLIN		FB 5015
2 jours à COLOGNE		FB 1080
5 jours à la FORÊT NOIRE		FB 5980
3 jours à RUDESHEIM		FB 2175
3 jours à SALZBOURG		FB 3810
4 jours à VIENNE		FB 5450
3 jours à COPENHAGUE		FB 3670
4 jours à la COTE D'AZUR		FB 4210
3 jours à LONDRES		FB 2235
2 jours à AMSTERDAM		FB 1190

et mille et une autres possibilités.

Passer l'hiver au soleil revient moins cher que de rester chez soi

Constatez vous-même

COSTA BLANCA - 40 jours en pension complète	FB 17 290
COSTA DEL SOL - 42 jours en pension complète	FB 26 290
MAJORQUE - 35 jours en pension complète	FB 18 450

Voyage avion compris.

VACANCES DE NEIGE ET MINI-TRIPS SOLEIL

Hâtez-vous de réserver.

Toutes les brochures sont déjà parues. Nous vous enverrons gracieusement celles que vous désirez. Un simple coup de téléphone suffit :



Lic. A. 1075

raptim belgique s. a.

Organisation internationale de voyages

Rue Royale 179, 1030 Bruxelles • Tél. 02/219 32 35

Frankrijklei 74, 2000 Antwerpen • Tel. 031/34 17 14

Bd de Grancy 19, Ch 1006 Lausanne • Tél. 021/27 49 27

* Pour un service
de qualité
en assurance,

il y a toujours, à deux pas
de chez vous,
un courtier ou agent agréé
qui représente la



ROYALE BELGE

Boulevard
du Souverain 25
1170 Bruxelles

Téléphones
(02) 673.60.30 - 673.80.40

Prêtres africains et missionnaires

dépourvus d'offrandes de messes, vous prient
de ne pas les oublier.

Ils ne jouissent d'aucunes ressources régulières
et leurs chrétientés ne peuvent assurer leur
subsistance.

**MONTANTS DES OFFRANDES : ceux de
votre diocèse.**

➔ Adressez-vous à « Vivant Univers »
qui fera suivre.

**C. C. P. 000-0188227-47
de Grands Lacs
115, ch. de Dinant, Namur**

en leur nom, merci...

VIVANT UNIVERS

Numéros disponibles — 60 FB le numéro.

1972 — 280 : Côte-d'Ivoire; 281 : Paraguay-Uruguay; 282 : Mau-
ritanie; 283 : Indonésie. (Epuisés : Libéria, Le judaïsme.)

1973 — 284 : Lesotho - Ile de la Réunion; 285 : Ile Maurice;
286 : Angola - Mozambique; 287 : Concile des jeunes; 288 :
L'expérience chinoise; 289 : Bangkok, « le Salut aujourd'hui ».

1974 — 290 : Afrique du Sud; 291 : Justice et foi; 292 : Rhodé-
sie; 293 : Tunisie; 294 : Madagascar. (Epuisé : Pérou.)

1975 — 296 : Année sainte, « réconciliation dans la Justice »;
298 : Synode. (Epuisés : Tanzanie, Guatemala, Travailleurs
immigrés, Zambie.)

1976 — 302 : Mendiants ou partenaires?; 304 : Corée du Sud;
305 : Islam; 307 : Colombie. (Epuisés : Congo-Brazzaville,
Cameroun.)

1977 — 308 : La conscientisation; 310 : Honduras et Panama;
311 : Nigeria; 313 : Le monde rural. (Epuisés : Guinée-Bissau
et Cap-Vert, Bouddhisme.)

1978 — 314 : Le peuple esquimau; 315 : Bolivie; 316 : Tchad;
317 : Hindouisme; 318 : Communautés de base.

1979 — 319 : Cuba; 320 : L'enfant du Tiers-Monde; 321 : Algérie;
322 : Les Kurdes.

v a m a c

machines belgium

B-8810 Rumbeké - Belgium
Telex 81829.



**SCIES A RUBAN
250 et 625**

Toute une gamme de
machines à bois d'origine
belge pour l'artisan et
le bricoleur

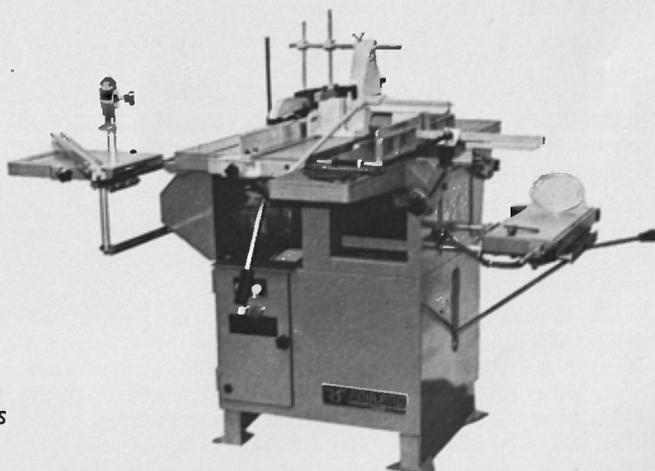
En vente dans les quincailleries

Tél. 051/20 34 93

**Combinées à bois
K 210 et K 260**

Tout un atelier en une seule machine :
trois moteurs incorporés, sept opérations
possibles.

Fabrication belge



INTENTIONS PONTIFICALES MISSIONNAIRES

SEPTEMBRE : pour l'Eglise en Papouasie Nouvelle Guinée.

Le 16 septembre 1975, la Papouasie Nouvelle Guinée devint complètement indépendante. Ce vaste pays de presque trois millions d'habitants, situé au nord de l'Australie, tient son nom de deux explorateurs du XVI^e siècle : le premier, un Espagnol, lui trouva une ressemblance avec les côtes africaines de la Guinée; le second, un Portugais, entendit que « papou » signifie en malais « cheveux crépus, frisés ».

De tous les pays du monde, aucun n'a été aussi directement ni aussi complètement l'œuvre des missionnaires. Qui se doute que le pays le plus « primitif » du globe est à 93 % chrétien? Les 7 % restants sont les adeptes des religions ancestrales.

Ici, les missions chrétiennes ont précédé les puissances colonisatrices. Vinrent d'abord les pasteurs de la Société missionnaire de Londres (1872). Les suivirent : les catholiques en 1882, les luthériens en 1886 et les anglicans en 1891.

Les catholiques forment actuellement 31 % de la population (voir *Vivant Univers*, n° 288, pp. 42 et 43).

Ils ont à leur service plus de cinq cents prêtres, dont quarante sont des nationaux. Les évêques sont au nombre de quatorze, dont trois sont autochtones.

L'esprit œcuménique se développe et tous reconnaissent dans le christianisme un facteur d'unité.

OCTOBRE : pour que les catéchistes communiquent un puissant esprit missionnaire aux enfants, aux jeunes et aux adultes.

Le 28 octobre 1978, les évêques présents au synode romain consacré à la catéchèse ont adressé un message au peuple de Dieu où ils disent explicitement : « Toute catéchèse est missionnaire.

» D'abord, parce qu'elle fait connaître d'autres communautés vivantes dans d'autres milieux.

» Ensuite, parce qu'elle invite à adopter une attitude de respect envers tous les hommes.

» Enfin, parce qu'en travaillant à l'édification d'une communauté ecclésiale toujours plus vivante, elle aide à porter un vrai témoignage chrétien devant tous les hommes. »

Au cours du même synode, les évêques du Pacifique ont souligné que la vie des catéchistes doit refléter la joie de la Bonne Nouvelle que le missionnaire a apportée dans les pays lointains.

Car le catéchiste est en première ligne. Non seulement il doit assurer un enseignement verbal pour lequel il a été préparé, mais il doit favoriser une réponse personnelle chez ceux qui l'écoutent, qu'ils soient jeunes ou plus âgés. Avec eux, il vivra l'essentiel du message chrétien; il les aidera par son exemple à répandre autour d'eux la flamme évangélique. Et, de proche en proche, familles et quartiers se réchaufferont à ce foyer.

VIVANT UNIVERS

Direction : P. Bastin
Rédaction : A. Sosson, J.-M. Gabioud
Documentation : C. Kaisin
Reportages spéciaux : V. de Decker
Administration : G. Van Hove
Diffusion : E. Vasse
115, chaussée de Dinant — 5000 Namur
Téléphone : 081/22 28 91.
Diffusion Bruxelles : J. de Roovere, 130, rue de Linthout, 1040 Bruxelles Tél. : (02) 736 11 48

ABONNEMENT D'UN AN

Belgique, Luxembourg :
ordinaire : 280 F - de soutien : 350 F -
d'action : 450 F.

C. C. P. : Grands Lacs, Namur :
Belgique : 000-0188227-47
Luxembourg : 8993-69.

France et pays d'Outre-Mer :
ordinaire : 50 F - de soutien : 55 F -
d'action : 60 F.

C. C. P. : 32 643 68 S — Centre : La Source.
Au nom de : Mme Y. Machu,
Marsin Genille, 37460 Montrésor.

Suisse : édition spéciale :
Veyras, 3964 Muraz-Sierre.

Canada : \$ 12.
Pères Blancs, Service du Livre,
180, Chemin Sainte-Foy,
CP 450 Haute-Ville, Québec G1R 4R2.

Espagne : 385 francs belges.
Padres Blancos,
Calle de Menorca, 3, Madrid.

Autres pays : 385 francs belges ou \$ 12.

Prix de vente au numéro : 60 francs belges.

Editeur responsable : Pierre Bastin,
a.s.b.l. GRANDS LACS
115, chaussée de Dinant — 5000 Namur

Imprimé en Belgique.
Ecole d'Imprimerie Saint-Luc,
7721 Ramegnies-Chin

Chers abonnés, à la suite de circonstances imprévues, ce numéro sort de presse avec un mois de retard : veuillez nous en excuser. Le numéro suivant vous arrivera, lui aussi, au-delà de la périodicité prévue. Nous comptons combler notre retard avec le dernier numéro de l'année qui vous sera livré en décembre.

ACTUALITÉ DU LIVRE

Michel LELONG : Deux Fidélités, une Espérance (Chrétiens et Musulmans aujourd'hui), 224 pp. Editions du Cerf; 46 FF.

Excellent connaisseur du Livre saint des musulmans et de leur vie de croyants, le Père Lelong répond ici aux questions que nous nous posons sur les rapports qui peuvent exister aujourd'hui entre chrétiens et musulmans.

Il faut avouer qu'ils se connaissent mal les uns les autres. Leur foi respective est enrobée dans des univers culturels trop cloisonnés. Bien plus, il existe encore chez certains des plaies mal cicatrisées.

Il y eut au cours des siècles des tentatives de dialogue; mais ces essais furent discontinus, troublés souvent par des guerres peu excusables.

Le dialogue islamo-chrétien en cette fin du XX^e siècle doit lever les dernières équivoques et se dérouler dans la plus grande clarté.

Alors que se multiplient les relations entre les cultures et les peuples, comment peut-on accepter encore que des présupposés politiques ou théologiques empêchent une vraie rencontre entre ceux qui croient que Dieu a parlé aux hommes et que notre vie comme notre mort trouvent en Lui son ultime signification ?

Enfin, le Père Lelong indique les meilleures voies qui peuvent nous aider à dépasser les étroitesse d'un confessionnalisme crispé pour nous rencontrer dans l'adhésion à nos vérités les plus profondes.

Jacques BERQUE : L'Intérieur du Maghreb du XV^e au XIX^e siècle, 550 pp. Ed. Gallimard.

Fruit de dix années d'enseignement au Collège de France et de nombreuses années vécues au Maghreb, cet ouvrage est une contribution importante à la connaissance de cette région. A partir de documents d'archives (sciences religieuses, généalogies, jurisprudence...), l'auteur a cherché à retrouver la subjectivité des rédacteurs et la sensibilité du milieu culturel où ces documents ont été élaborés.

Pedro-Maria CASALDALIGA : Je crois en la Justice, 164 pp. Ed. du Cerf; 36 FF.

L'auteur, qui aime être appelé « Pierre-la-liberté », est évêque en Amazonie. Au fil des pages, le lecteur ne peut rester insensible à la personnalité vigoureuse et poétique, engagée et mystique de cet évêque, qui constate journalièrement que prendre le parti des pauvres, c'est se mettre tous les puissants à dos. Ainsi, la lettre pastorale « Une Eglise en Amazonie en conflit avec les grands propriétaires et aux prises avec la marginalisation des habitants » qu'il a publiée le jour de son ordination épiscopale, lui a attiré pas mal de critiques.

Il écrit : « Je suis écartelé entre la mansuétude et la colère, toutes deux évangéliques » (p. 38) : ce qui n'est pas sans rappeler la parole de Che Guevara : « Il faut s'endurcir sans jamais perdre la tendresse. »

« Il faut lutter sans haine, aimer ses ennemis, faire la guerre en paix, dit le Seigneur. Les colères, les armes elles-mêmes, le sang, la répression et les agressions de ces derniers jours, m'amènent à une plus grande compréhension, à une charité en dépit de tout, à la paix du Christ, en fin de compte. » (p. 44).

Un évêque comme on les aime !

Joseph FADY : De l'Alsace au Malawi, 254 pp. Imprimerie Saint-Paul, Bar-le-Duc.

Autobiographie d'un Alsacien, qui fut évêque de Lilongwe au Malawi (ex-Nyassaland) de 1951 à 1972. Document très intéressant sur le travail des Pères Blancs et sur la personnalité du président actuel, le docteur Banda.

Kitia TOURÉ : L'Arbre et le Fruit, 104 pp. Editions Saint-Paul.

Ce recueil de nouvelles pittoresques a pour auteur un jeune Ivoirien, frappé par la diversité et l'ambivalence des relations humaines entre les diverses couches de la population de son pays. Belle illustration d'un folklore local : « Le baobab est lisse, mais son fruit est rugueux. »

Xavier GODTS : Alternatives d'Eglise, Luites en Eglise, 52 pp. Ed. du CEFA (R. de la Prévoyance 58 - 1000 Bruxelles).

Sous un titre assez sybillin, ce petit ouvrage présente les communautés de base les plus connues en Europe occidentale. L'auteur y voit un facteur d'espérance en notre monde rompu. Il souligne que ces petits groupes chrétiens tiennent compte des pauvres, des opprimés et de toutes les minorités qui, d'habitude, n'ont pas voix au chapitre.

Jean-Claude POMONTI : L'Afrique trahie, 206 pp. Ed. Hachette; 323 FB.

L'auteur est correspondant du journal *Le Monde* à Nairobi, capitale du Kenya. Il utilise largement le témoignage d'auteurs africains pour passer en revue les problèmes qui se posent à l'Afrique : la désillusion qui a succédé à l'euphorie des indépendances, le marasme économique, la perte par certaines élites de leur identité culturelle, le surpeuplement urbain, l'échec des idéologies...

Notre prochain numéro : **le Nordeste brésilien**

